

CONSEIL DES MINISTRES

# UNE PREMIÈRE POUR LES NOUVEAUX MINISTRES DU GOUVERNEMENT DJERRAD III

Page 3

FOOTBALL

**LE CRB  
HUMILIÉ  
PAR LES  
SUD-AFRICAINS**

Page 3

ISSN : 1112-7449

# MIDI



*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

*Libre*

N° 4205 | Lundi 1<sup>er</sup> mars 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

CRISE POLITIQUE EN TUNISIE

**ENNAHDHA  
MOBILISE SES  
PARTISANS  
DANS LA RUE**

Page 16

VARIANT BRITANNIQUE EN ALGÉRIE

# DES SPÉCIALISTES INQUIETS

Pages 4 et 5

■ **5 PERSONNES  
MISES SOUS  
CONTRÔLE  
EN ALGÉRIE**

■ **BENBOUZID :  
"IL N'Y A PAS  
LIEU DE  
S'ALARMER"**

■ **BEKKAT  
BERKANI MET  
EN GARDE  
CONTRE UNE  
3<sup>E</sup> VAGUE EN  
ALGÉRIE**

■ **132 NOUVEAUX  
CONTAMINÉS ET  
4 DÉCÈS EN 24H**



3

ouvrages d'art  
à réceptionner  
au 2<sup>e</sup> trimestre 2021  
à Illizi.

80

% du patrimoine  
bâti de La Casbah  
d'Alger classé  
"rouge".

400

fontaines seront  
réhabilitées  
à Tizi-Ouzou avant  
l'été.

## Béchar prépare le 22<sup>e</sup> Festival national des jeux et sports traditionnels

Quelque 150 participants sont attendus au 22<sup>e</sup> festival national des sports et jeux traditionnels, prévu les 26 et 27 mars à Béchar. Les participants issus d'une dizaine de ligues de wilaya et clubs de différentes régions du pays spécialisés dans ces jeux et sports traditionnels prendront part aux compétitions prévues au titre de ce festival, parmi lesquelles le "matreg", "kora", "kherbga", "sig" et le "grimper de palmier". Cette manifestation sportive initiée par la Fédération nationale des jeux et sports traditionnels (FNSJT), avec la contribution du secteur de la Jeunesse et des Sports, a pour objectif d'offrir un espace de compétition aux joueurs spécialisés dans ces disciplines et de contribuer à la pérennisation de ces jeux et sports traditionnels ancestraux. Diverses autres manifestations culturelles et artistiques seront également au menu de ce festival, organisé à l'occasion de la commémoration du 61<sup>e</sup> anniversaire de la mort au champ d'honneur du colonel Lotfi et ses compagnons à djebel Béchar le 27 mars 1960. Les compétitions de ce festival, qui seront super-



visées par des arbitres et équipes techniques de la FNSJT, se dérouleront à travers les différentes infrastructures sportives relevant du secteur de la Jeunesse et des Sports à Béchar.

## Exposition picturale sur la Serbie à la galerie Baya



La deuxième édition de l'exposition collective de toiles, "La Serbie vue par des artistes algériens", évoquant l'amitié algéro-serbe à travers la mise en valeur des patrimoines culturels des

deux pays, a été inaugurée à Alger. Visible jusqu'au 4 mars à la galerie Baya du palais de la culture Moufidi-Zakaria, l'exposition célèbre l'amitié entre les deux pays et la Fête nationale serbe (15 février). Donnant libre court à leurs créativité, une quinzaine de plasticiens, ont réalisé une cinquantaine de toiles conçues dans différents courants artistiques et un mélange de couleurs vives aux formes poétiques, figuratives ou abstraites.

Les symboles des deux pays, la beauté de leurs paysages à l'âme balkanique et méditerranéenne, la richesse de leurs histoires et la profondeur de leurs traditions, sont autant de thèmes développés dans des toiles peintes à l'huile ou à l'acrylique dans des techniques mixtes.

Yacine Kezas, Assia Gas, Nadjima Laib, Djamilia Ababsia, Rachida Bakhti, Ahmed Mechedal, Hadia Hadjeres, ou encore Said Rahmani ont établi des passerelles d'amitié entre les deux pays. Des représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger ont été invités au vernissage.

## Concours du meilleur projet de startup à l'université de Guelma

L'université de Guelma a lancé un concours national de la meilleure idée de projet de startup, en coordination avec l'incubateur de startups de la même université et l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche scientifique et du développement technologique. Ce concours, placé sous le slogan "D'une idée innovante à une startup", sera organisé via l'application "Zoom", durant la période comprise entre le 27 février et le 1<sup>er</sup> mars prochain. Les premiers lauréats bénéficieront d'un accompagnement par l'incubateur de startups de l'université du 8-Mai-1945 de Guelma pour concrétiser leur startup. Ce concours s'adresse aux jeunes étudiants et chercheurs qui souhaitent transformer leurs idées en startups, de même qu'il leur donne également la possibilité de participer à des sessions de formations. La cellule de communication de l'université de Guelma a indiqué, par ailleurs, que les "inscriptions et la sélection des projets éligibles se fera de manière électronique avant la date fixée pour le concours". Les participants présenteront leurs projets via Internet devant un jury composé de 3 à 5 membres de différentes spécialités, un délai de 5 minutes sera accordé pour la présentation et



10 minutes pour les questions-réponses. L'évaluation sera effectuée en fonction de la faisabilité technique et économique et du profil entrepreneurial des concepteurs de l'idée.

D  
I  
X  
I  
L  
T

## Tayeb Zitouni

"Le Hirk populaire pacifique et civilisé pour le changement démocratique, la justice sociale et l'État de droit, a contribué à la préservation de l'intégrité de l'Algérie et au renforcement des liens de cohésion entre les enfants de la patrie."

## Fuyant la police, ils se cachent... au commissariat

Le gérant d'un centre commercial de la banlieue de Phoenix, dans l'Arizona, alerte les autorités à propos de deux voleurs dans son établissement. Le couple, bien connu des services de police, est rapidement repéré. Les agents ont reconnu la voiture de Marwan et Salma à la station-service la plus proche. En voyant les policiers arriver, les deux acolytes abandonnent leur véhicule, dans sa fuite effrénée, le couple saute par-dessus une clôture. Sur la vidéo de la caméra de surveillance, on voit le couple, pieds nus, arriver en trombe dans un bâtiment, qui n'est autre que le... commissariat.

## Un facteur brûle le courrier pour se consacrer à la... pétanque

Le facteur aurait profité de l'absence de sa femme pour brûler le courrier qu'il devait distribuer, des centaines de lettres ont ainsi été brûlées. Pressé de sortir, il n'a pas pris la peine de vérifier si le feu s'était éteint avant de quitter son domicile pour aller s'adonner à son jeu favori : la pétanque. Non seulement sa maison a brûlé, mais en outre il a été arrêté par la police.

AMMAR BELHIMER, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT :

# "Ceux qui ont tenté d'instrumentaliser l'anniversaire du Hirak ont essuyé un sévère revers"

*Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué que les parties qui ont tenté d'instrumentaliser le 2<sup>e</sup> anniversaire du Hirak populaire "ont échoué et essuyé un sévère revers de la part du peuple algérien", qui a célébré cette date "de manière pacifique et civilisée".*

PAR LAKHDARI BRAHIM

Dans un entretien accordé au site Shihab Presse, M. Belhimer a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété le 22 février "Journée nationale de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie, au service du développement, de la souveraineté nationale et du renforcement du front intérieur de l'Etat national".

Un Etat national "dont l'Armée nationale populaire (ANP) est la colonne vertébrale", a-t-il souligné, affirmant que "ceux qui misaient sur l'échec de cette démarche en instrumentalisant le 2<sup>e</sup> anniversaire du Hirak populaire, ont échoué et essuyé un sévère après la célébration de cet anniversaire par le peuple de manière pacifique et civilisée, comme ce fut le cas il y a deux ans".

Pour M. Belhimer, la Journée nationale de la cohésion entre le peuple et son armée "symbolise la rupture avec la période de gestion anarchique et irresponsable pour une consécration de l'exercice par le peuple de sa souveraineté dans la prise de décision et le contrôle des performances des institutions, dans le cadre du processus constitutionnel".

Soulignant "l'ouverture des institutions de l'Etat à toutes les composantes", il a ajouté que les bureaux des responsables sont, depuis l'accession de M. Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême du pays, "ouverts à tous les partenaires et aux citoyens dans le cadre de la concertation et du dialogue permanents".

"L'Etat d'institutions se construit par les bras de tous pour barrer la route aux prédateurs de la patrie à l'affût d'une quelconque opportunité, comme la défaillance d'un secteur ministériel afin de saper le Gouvernement ou discréditer tous les efforts déployés par l'Etat", a-t-il estimé.



Le Gouvernement "est composé de cadres algériens chargés de gérer des portefeuilles, conformément au programme du président de la République élu par le peuple", a ajouté le ministre, relevant que "la conjoncture dans laquelle intervient le Gouvernement est la plus difficile qu'a eu à traverser notre pays, du fait des répercussions de la crise sanitaire qu'a impliquée la Covid-19".

"Si certains ont réussi leurs missions et su gérer leur secteur malgré la difficulté de la tâche, d'autres n'ont pas été, pour le moins que l'on puisse dire, à la hauteur des attentes du chef de l'Exécutif", a ajouté le porte-parole du Gouvernement.

S'agissant du traitement réservé par les médias nationaux aux défis extérieurs, le ministre de la Communication a fait savoir que "la presse nationale n'a jamais manqué d'être aux côtés de son Etat et s'est montré, à chaque fois, imprégnée des valeurs et principes de la Glorieuse guerre de Novembre".

"Le niveau du débat et les critiques à l'adresse de certains responsables sur les pages d'information et les espaces électroniques ne sont pas sortis du cadre professionnel et déontologique", a-t-il estimé, relevant néanmoins "des tentatives de parasitage émanant de sources suspectes dont les objectifs et les arrière-plans sont bien connus".

Dans le même ordre d'idées, M. Belhimer a fait remarquer que "lorsqu'il s'agit d'un

danger menaçant la sécurité nationale, les Algériens se dressent toujours comme un seul homme et réunissent leurs forces pour relever les défis".

Le secteur de la Communication, a-t-il soutenu "organise le travail des médias mais ne s'immisce guère dans leurs lignes éditoriales".

"Le niveau de professionnalisme atteint par notre presse nationale dérange ceux qui ont été rejetés par le peuple qui a découvert leurs intentions et plans malveillants", a-t-il ajouté, considérant que "si ces parties étaient acceptées par l'opinion publique, elles auraient atteint le plus grand nombre de vues sur le cyberspace où des enfants de ce pays leur font face par des commentaires et des publications confirmant la solidité de l'unité nationale et rassurantes quant à la sécurité de notre pays".

A une question sur l'avenir du projet du Maghreb arabe à la lumière de la normalisation entre le Maroc et l'Entité sioniste, M. Belhimer a estimé que "la normalisation du Makhzen avec l'Entité sioniste ne représente que des pratiques politiques, isolées et rejetées par nos frères libres au Maroc frère", soulignant que "les objectifs escomptés par ce projet suspect c'est servir certains cercles au Maroc et des agendas étrangers qui visent la désintégration de la Nation arabe par tous les moyens".

Il a mis en avant, dans ce cadre, "l'aspiration de l'Algérie à la construction de l'édifice maghrébin avec la volonté de

tous les peuples, y compris le peuple sahraoui, sans défense".

Par ailleurs, le ministre a renouvelé la mise en garde contre "les lobbies français qui sont derrière les campagnes hystériques ciblant les institutions de l'Etat, en particulier l'Armée nationale populaire (ANP)", affirmant que "l'Algérie et ses institutions étatiques affrontent constamment ce genre de campagnes par un travail sécuritaire, diplomatique et médiatique pour les contrer".

En conclusion, M. Belhimer a affirmé que "le peuple algérien, conscient de tout cela, demeure mobilisé autour de ses institutions légitimes et en totale synergie avec ses dirigeants et son armée".

L. B.

## CONSEIL DES MINISTRES Une première pour les nouveaux ministres du Gouvernement Djerrad III

Le Conseil des ministres d'hier a une saveur particulière, en cela qu'il représente une "première" pour les nouveaux ministres nommés dernièrement, dans le cadre du Gouvernement Djerrad III.

Il s'agit en l'occurrence, du ministre de l'Habitat Tarek Belaribi, et de son collègue de l'Industrie Mohamed Bacha, alors que pour Dalila Boudjemaâ (environnement), et Mohamed Ali Boughazi (tourisme), les deux autres nouvelles têtes, elles ont déjà siégé au CDM, dans des gouvernements précédents.

Le Conseil des ministres d'hier a été consacré à "l'endossement de plusieurs exposés sur la relance de l'économie nationale, et le suivi de la prise en charge des préoccupations des citoyens", selon le communiqué de la Présidence.

R. N.

## 2E ANNIVERSAIRE DU HIRAK/ GRÂCE PRÉSIDENTIELLE 59 détenus d'opinion libérés

Le ministère de la Justice a fait état, samedi soir dans un communiqué, de l'élargissement de 59 détenus jusqu'à jeudi dernier, dans le cadre de la grâce présidentielle décrétée par le Président de la République, le 18 février courant.

"En application des mesures prises par le président de la République, à l'occasion de la Journée du Chahid et du 2<sup>e</sup> anniversaire

du Hirak authentique béni, le nombre des détenus élargis jusqu'au 25 février 2021 a atteint 59, et ce après parachèvement de la procédure," précise le communiqué.

Ce nombre, ajoute le ministère de la Justice, "correspond à celui annoncé par le président de la République, le 18 février 2021, en faisant état de la libération de 55 à 60 détenus".

Le ministère de la Justice avait annoncé, le 19 février passé, l'élargissement dans le cadre des mesures de grâce décidées par le Président de la République, de 33 détenus entre condamnés et non condamnés définitivement à des peines de prison ferme, pour des actes liés à l'utilisation des réseaux sociaux ou commis lors de rassemblements.

BENBOUZID À PROPOS DU VARIANT BRITANNIQUE :

# “Il n’y a pas lieu de s’alarmer”

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, s’est exprimé sur la campagne de vaccination contre le coronavirus (Covid-19), l’acquisition des vaccins et le variant britannique détecté en Algérie. A propos de ce dernier point, Benbouzid a estimé qu’“il n’y a pas lieu de s’alarmer”.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le ministre a rappelé : “Il faut savoir qu’il y a des dizaines de pays avec des centaines de variants. Lorsqu’un virus mute, il devient plus résistant. Plus il y a de virus, plus il y a des variants et plus la pandémie dure”.

“En outre, les variants ne sont pas obligatoirement de chez nous, car il ne faut pas oublier que parmi les 1.000 Algériens qui viennent d’Europe, figurent parmi eux ceux venant d’Angleterre, via Paris. Je citerai un autre exemple : avant le match CRB contre une équipe sud-africaine, qui devait se jouer à Alger, deux représentants du club africain sont venus deux semaines auparavant pour préparer le séjour, d’une délégation de 50 personnes qui devait être logée dans un hôtel qui continuait à accueillir des clients. Ces deux représentants sud-africains sont venus depuis Doha. Ils sont rentrés comme tout le monde”, a fait savoir Benbouzid.

“Le variant provient par définition du séquençage du virus. Nous avons détecté deux cas de variants en Algérie, il n’y a pas lieu de s’alarmer. Ce variant finira par être éradiqué par la vaccination”, a-t-il dit dans un entretien paru ce dimanche 28 février 2021, dans le journal Liberté.

Interrogé sur les vaccins anti-Covid-19 qui ne sont pas encore présents en quantité suffisante en Algérie, le ministre de la Santé a expliqué : “le problème du vaccin est posé parce que l’antidote est né quelques mois seulement après l’apparition de l’épidémie”.

“Par contre, nous avons commencé dès le mois d’août (2020, ndlr) nos démarches, et ce à travers deux dispositifs, dans le cadre de Covax qui nous permet d’acquérir une quantité appréciable de vaccin subventionné, à l’instar de 200 autres pays. Aussi faut-il rappeler que nous avons engagé des négociations directement avec un certain nombre de pays producteurs de vaccin. Nous sommes entrés en contact avec les ambassadeurs de Russie, de Chine et de Grande-Bretagne”, a-t-il dit.

Et d’ajouter : “Nous avons également engagé des négociations avec des représentants de tous les laboratoires avec lesquels nous avons signé des engagements et des mémorandums d’entente. Il y a lieu de savoir qu’aucun vaccin n’a été mis sur le marché jusqu’à la fin du mois de novembre. Et que les premières vaccinations n’avaient réellement commencé qu’en décembre. Dans une situation d’urgence, certains pays comme la Grande-Bretagne ou la France ont commencé à enregistrer l’antidote avec leur propre agence, faisant l’impasse sur les recommandations de l’OMS, parce qu’il y avait la flambée de l’épidémie”.

Benbouzid a souligné : “Au début, les fournisseurs de vaccin nous imposaient des conditions qui étaient intenables. » «



Autrement dit, nous achetons le vaccin, et nous nous soumettons à leurs conditions, notamment en matière d’indemnisation”, a-t-il précisé.

“En raison de l’urgence, les producteurs ont produit un vaccin en bousculant les règles des essais cliniques qui demandent des années pour que le traitement soit prouvé comme étant inoffensif. Les fournisseurs disent qu’ils ne peuvent pas garantir les suites. Il faut alors accepter ces vaccins et accepter aussi les travers des vaccins. Il n’y aura aucune indemnisation de la part des fournisseurs. C’était difficile à accepter, mais nous avons été, à l’instar de tous les pays, contraints d’accepter”, a-t-il expliqué.

## Répartition des doses et nombre de personnes à vacciner

Concernant la gestion et la distribution des doses des vaccins anti-Covid-19 à travers les 8.000 centres de vaccination au niveau national, Benbouzid a indiqué : “Nous avons réceptionné 50.000 doses et 50.000 autres pour ne vacciner qu’un total de 50.000 personnes. Il fallait dégager des lots pour les structures de santé militaire. On a réservé 5.000 doses pour les hôpitaux de l’armée et de la DGSN. C’est tout à fait normal, et les 20.000 premières doses ont été données à 20 wilayas, qui ont le taux d’incidence le plus élevé”.

“Trois jours plus tard, nous avons réceptionné une autre cargaison d’AstraZeneca que nous avons livrée aux 28 autres wilayas, soit approximativement 1.000 doses par wilaya. Par contre, Alger a eu plus de 1.000 doses. Il y a des régions qui ont reçu moins de 1.000 doses. D’autres doses vont encore arriver d’ici à la fin du mois, en plus des 200.000 que nous avons reçues mercredi dernier de Chine”, a détaillé le ministre.

“Nous sommes absolument dans la sérénité totale, et ce, grâce à la bonne conscience de la population et des collègues. Franchement, je ne me fatiguerai jamais de faire l’éloge de la population, en général, en particulier ceux qui étaient au front, quoi qu’on dise, le résultat est là et il faut le partager”, a-t-il dit.

A une question sur la cadence de la vaccination et l’objectif fixé de vacciner 20 millions d’Algériens avant la fin de l’année, Benbouzid a d’abord expliqué : “Nous sommes dans une démarche où les épidémiologistes disent que si vous vaccinez 70% d’une population, la propagation du virus sera freinée et finie, alors que l’OMS a recommandé de vacciner 50% de la population. Et nous avons donc décidé d’immuniser 70% d’Algériens, soit ceux qui sont âgés de plus de 18 ans. Par conséquent, la vaccination de 20 millions suppose un approvisionnement de 40 millions de doses”.

“Sur ces 20 millions, il faut considérer ceux qui ont déjà été contaminés -ils représentent peut-être 10%-, que nous n’allons pas vacciner. Nous serons donc 18 millions, mais les lectures scientifiques récentes disent que celui qui a été contaminé peut-être vacciné 3 ou 6 mois après la guérison, avec une seule dose seulement. Il y a lieu aussi de relever les réticences volontaires ou involontaires, c’est au moins 10% de la population concernée, et il y a aussi les populations des 20 wilayas qui enregistrent depuis longtemps 0 cas, et elles se demandent pourquoi elles devraient se faire vacciner. Il faudra enlever 10 à 20%, nous serons au total 16 millions”, a-t-il expliqué.

“Ce chiffre national exige 32 millions de doses. Je parie qu’ils seront 15 millions à devoir être vaccinés, donc il faut 30 millions de doses. Partant de là, on déduira que 60% de la population sera vaccinée, si bien que nous avons fait des précommandes pour 40 et 44 millions de doses de façon à vacciner 20 millions et même plus. Il s’agit là de finaliser un travail qui a été fait depuis des mois. Il ne faut pas perdre aussi de vue un autre élément, celui de savoir comment sera cette épidémie dans deux mois, puisque nous avons enregistré une baisse de 11% de contamination dans le monde et une baisse de la mortalité de 20%”, a précisé Benbouzid.

C. A.

L’INTRUSION DU VARIANT DU CORONAVIRUS

## “Prévisible”, pour le Pr Kamel Djenouhat

PAR RACIM NIDHAL

Le professeur Kamel Djenouhat, chef de service du laboratoire central de l’hôpital de Rouiba, a averti hier contre la propagation du variant viral de la Covid-19 et a mis l’accent sur “l’extrême vigilance”. “Ce qu’il faut savoir, c’est que l’intrusion de ce variant, chez nous, était prévisible il y a quelques semaines”, a-t-il déclaré lors de son intervention à la Radio chaîne 3.

Le professeur a fait savoir qu’on a même suggéré un deuxième PCR (pour les sujets entrant à travers les frontières, ndlr), avec confinement de cinq jours et de regretter que “ça n’a pas été appliqué”. Il explique : “Si l’on fait un séquençage de toutes les

personnes ayant contracté la Covid, on trouvera au moins 10 personnes porteuses de ce variant”. Pour réaliser ce séquençage, l’immunologiste assure que le procédé est le même que pour la Covid-19, mais le variant présente des particularités, citant outre “sa plus grande et rapide transmissibilité et il touche aussi les jeunes sujets”. S’exprimant sur sa létalité, il rappelle que le monde scientifique disait, au début de son apparition, qu’il n’est pas d’une telle virulence mortelle, mais les dernières études établissent “un phénotype plus dangereux et une mortalité très élevée par rapport aux anciens variants”.

“Nous sommes en attente de nouvelles publications pour actualiser nos connais-

sances en la matière”, indique-t-il.

Le Pr Djenouhat admet, qu’en Algérie, on est dans une situation de cas sporadiques, c’est-à-dire qu’on est loin d’atteindre le cluster, mais ça a, rappelle-t-il, commencé avec un cas (à Blida) avant que ça devienne pandémie pour dépasser les 100.000 cas actuellement.

Djenouhat regrette cette ouverture, d’une part, et ce relâchement des citoyens de l’autre, appelant ainsi les autorités à “plus de fermeté afin de faire respecter les mesures barrières dont la désinfection et le port du masque, à défaut de faire appliquer la distanciation dans certaines situations ou certains espaces”.

R. N.

COVID-19 EN ALGÉRIE

# Des spécialistes inquiets après l'arrivée du variant britannique

Deux médecins spécialistes ont fait part de leur inquiétude, hier, face à l'arrivée du variant britannique de la maladie à coronavirus Covid-19 en Algérie, appelant à renforcer la vigilance et appliquer à nouveau les strictes mesures de précaution sanitaire.

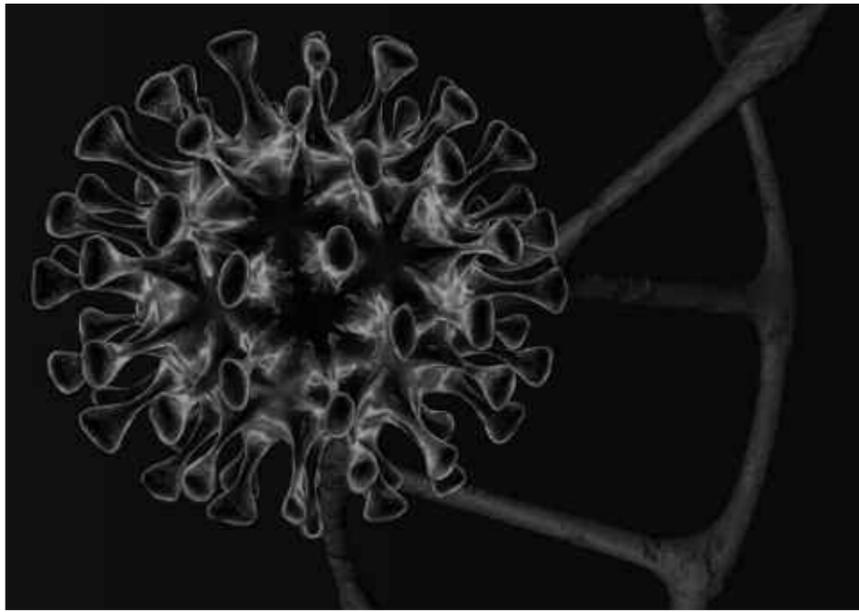
PAR RAHIMA RAHMOUNI

**"C'**est un sujet très préoccupant. Actuellement, nous sommes au creux de la vague. J'ai peur que ce variant puisse être à l'origine d'une recrudescence de l'épidémie chez nous", s'inquiète le professeur Salah Lelou, dans une déclaration à TSA.

"Bien que certains experts affirment, que les vaccins actuellement disponibles chez nous peuvent nous protéger contre ces nouveaux variants, la prudence est de mise parce que les études ne sont pas encore documentées pour dire que ces vaccins peuvent nous protéger contre ces variants", estime-t-il en outre.

"Malheureusement, je le dis avec regret, mes confrères épidémiologistes ne jouent pas très bien le jeu. Il faut analyser toutes les personnes contact. Il faut les confiner, les diagnostiquer pour empêcher la propagation de ces nouveaux variants qui risquent de faire des dégâts si on ne prend pas les précautions dès maintenant", affirme pour sa part le professeur Djenouhet, président de la société algérienne d'immunologie.

Pour combattre ce variant britannique, les deux spécialistes appellent à appliquer les mêmes mesures barrière ayant permis jusqu'à présent de lutter contre l'épidémie en Algérie, et font part de leur souhait de voir se poursuivre le déploiement du vac-



cin contre le coronavirus. "Il n'y a pas de mesure spéciale, à part peut-être une distanciation un peu plus importante".

"Il faut revenir aux gestes barrière pour essayer de ralentir ou arrêter carrément la propagation. La vaccination est de mise parce que le variant vient de la souche originelle. Si on veut combattre ce variant, il faut combattre le Sars-CoV-2 pour limiter les chances que le variant se développe chez nous", préconise le professeur Lelou. "Pour le variant, les mesures sont les mêmes que pour la souche originelle. Il n'y a pas de mesure spéciale, à part peut-être une distanciation un peu plus importante car la propagation est rapide. Sinon, le reste (port du masque, lavage des mains) doit être de mise", précise-t-il également.

Le professeur Salah Lelou met également en garde contre les risques de propagation du variant qui viendrait dépasser la souche originelle présente en Algérie. "Il faut qu'on fasse maintenant très attention que ce variant ne se multiplie pas chez nous et ne prenne pas le dessus sur la souche

d'origine. Il y a des pays qui ont des moyens bien plus importants que nous qui vont vers le confinement et même avec ils n'arrivent pas à juguler cette propagation du variant", prévient le professeur, qui appelle par ailleurs à garder le calme.

"Je pense qu'il ne faut pas s'alarmer pour le moment. Il faut maintenant faire en sorte de faire un barrage à ce variant. Il faut geler pendant au moins le mois de mars les entrées dans notre pays. Il faut rapidement faire une enquête pour voir s'il n'y a pas d'autres cas que les deux qui ont été déclarés", soutient le professeur Lelou.

## On constate le relâchement total de la population

Le même professeur dit également être "persuadé que c'est la vaccination qui peut nous sauver. Je souhaite que les autorités puissent importer davantage de doses pour pouvoir vacciner davantage de personnes. C'est à ce prix qu'on pourrait faire face à ce variant", souligne-t-il, ajoutant que "si au moins les gens portaient des masques,

peut-être qu'on pourrait atténuer la propagation du virus. Si on continue sur cette voie, le variant va trouver un terrain propice pour se propager", met-il en garde.

Même son de cloche auprès du professeur Djenouhet au sujet de la nécessité de renforcer le respect des mesures de précaution. "Les précautions sont les mêmes que pour les anciens variants, mais on constate le relâchement total de la population. Les autorités doivent normalement maintenir les mesures de restriction, le virus est toujours là", affirme le professeur.

"Le virus n'est pas plus mortel que par rapport à la souche initiale, mais ce qu'il faut savoir est que le nombre de décès est directement proportionnel au nombre de cas en réanimation qui est directement proportionnel au nombre de nouveaux cas. Plus on a de nouveaux cas, plus on aura de décès", met en garde le professeur Djenouhet.

R. R.

## VARIANT BRITANNIQUE

### 5 personnes mises sous contrôle en Algérie

Le directeur de l'Institut Pasteur Algérie a déclaré, hier, que cinq personnes soupçonnées d'être porteuses du variant du coronavirus sont placées sous observation, en attendant de connaître les résultats de leurs analyses.

S'exprimant hier, Fawzi Derrar explique que l'identification d'un patient positif à la Covid-19 et à plus forte raison quand il s'agit d'un variant, nécessite au moins trois jours. Le directeur de l'IPA appelle par ailleurs, au "renforcement des mesures de prévention et de protection pour faire barrage à la propagation de la pandémie, déplorant un relâchement de la vigilance ces derniers jours à travers le non-respect des mesures barrières". Pour rappel, mercredi, le Dr Fawzi Derrar a révélé les deux premiers cas du variant anglais observé sur deux citoyens, dont un ressortissant algérien rentré de France et un employé de l'hôpital dont la fonction n'est pas révélée. L'un des deux porteurs est guéri, alors que l'autre continue de faire l'objet d'un suivi rigoureux, ajoute le Dr Fawzi Derrar.

R. N.

## Bekkat Berkani met en garde contre une 3<sup>e</sup> vague en Algérie

PAR RANIA NAILI

Le Dr Mohamed Bekkat Berkani, président de l'Ordre des médecins, a réagi avant-hier à l'annonce de l'apparition de deux cas confirmés de contamination au variant britannique de la maladie à coronavirus Covid-19 en Algérie.

"Il faut souligner la transparence de l'Institut Pasteur d'Algérie qui a communiqué amplement concernant le diagnostic des deux cas de variant britannique dont l'un est rentré en Algérie de l'étranger", a d'abord tenu à signaler le Dr Bekkat Berkani dans un entretien accordé à TSA. "La réactivité des autorités sanitaires doit être rapide. Tout d'abord à travers l'enquête épidémiologique de ces personnes pour situer, tracer et isoler les éventuels cas contacts", plaide le président de l'Ordre des médecins, estimant en outre que "faire le séquençage sur toutes les PCR positives serait fastidieux". "Nous n'avons probablement pas les moyens cela et ce n'est pas rentable sur le plan épidémiologique. Par contre, faire un tracking de ces cas en

ayant une idée ou un soupçon d'origine de quelqu'un qui a été en contact avec les personnes qui sont venues de l'extérieur", préconise-t-il. Le Dr Bekkat Berkani a également fait le point sur la situation actuelle des frontières aériennes algériennes, dont les autorités ont décidé la fermeture pour une durée d'un mois à partir du 1<sup>er</sup> mars en vue d'endiguer l'arrivée du variant britannique du coronavirus.

"D'après nos informations, les voyages d'Algérie vers l'étranger sont permis, mais les voyages retour, quelle que soit leur origine, ne sont pas permis pour essayer d'assurer une étanchéité de la pénétration de ce variant britannique qui concerne plus de la moitié des cas en France métropolitaine", fait savoir le président de l'Ordre des médecins, qui met en garde contre le risque d'une troisième vague épidémique en Algérie, suite à la confirmation de la présence du variant britannique dans le pays. "Il peut y avoir une troisième vague épidémique si nous ne prenons pas de mesures préventives. Tout d'abord, la force de réactivité de notre pays doit se situer

dans l'enquête épidémiologique pour essayer de traquer et isoler les éventuels cas contact, en particulier de ces variants identifiés", soutient le Dr. Bekkat Berkani.

"Le message qu'on doit délivrer à nos compatriotes est de revenir aux fondamentaux de la prévention. Nous avons remarqué que ces derniers temps il y a un certain relâchement, en particulier", souligne-t-il, ajoutant qu'il "est temps de revenir à des réactions qui nous ont permis de diminuer le nombre de cas journaliers dans notre pays. La conséquence étant qu'une meilleure prévention de masse pourra diminuer la circulation du virus, en particulier de ce variant qui est huit fois plus contagieux que le variant classique". "Il faut absolument que nos compatriotes puissent savoir que l'épidémie n'est pas derrière nous en attendant que le vaccin puisse nous assurer cette célèbre immunité collective tant espérer et qui actuellement n'est pas à notre portée au vu de la vitesse de vaccination", met en garde le Dr Bekkat Berkani.

R. N.

## CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

### 132 nouveaux contaminés et 4 décès en 24h

132 nouveaux contaminés de coronavirus (Covid-19), 122 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé ce 27 février à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 113.092, dont 132 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 2.983 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 78.098, a précisé encore le Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE LA SANTE' DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE  
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION  
HOPITAL MIXTE DE TINDOUF  
N° 21 /DSP/HMT/2021

NIF:4080160003706900100

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

Conformément aux dispositions des articles 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction de l'hôpital mixte de Tindouf informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales n° 02/2020, publié dans les quotidiens nationaux ICHEHAR du 19/01/2021 et MIDI LIBRE du 19/01/2021 et dans le BOMOP E dans la semaine 17 à 23 /01/2021, relatif à pour la fourniture de médicament, produits pharmaceutique et autres produits destinés à la médecine humaines et dispositifs médicaux l'année 2021 en 15 lots, que la procédure d'évaluation des offres techniques et financières conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, a donné les résultats suivants :

N°	Désignation Du Produits	Soumissionnaires	Note Technique	Montant Mini En TTC	Montant Maxi En TTC	NIF	Délai Livraison	Délai Garantie	Critères De Choix
01	Lot n° 01 : Pansements								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
02	Lot n° 02 : Réactifs et produits de laboratoire et cts								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
03	Lot n° 03 : Consommables de laboratoire et cts								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
04	Lot n° 04 : Films et produits d'imagerie médicale et d'exploration								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
05	Lot n° 05 : Produits et consommables pour hémodialyse								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
06	Lot n° 06 : Consommables médicaux et chirurgicaux								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
07	Lot n° 07 : Consommables non tissés								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
08	Lot n° 08 : Consommables d'endoscopie								Infructueux (aucune offre n'est qualifiée techniquement)
09	Lot n° 09 : Consommables d'ostéosynthèses								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
10	Lot n° 10 : Produits et consommables d'ORL								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
11	Lot n° 11 : Produits et consommables pour ophtalmologie								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
12	Lot n° 12 : Ligatures et sutures								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
13	Lot n° 13 : Produits désinfectants								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
14	Lot n° 14 : Produits antiseptiques								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot
15	Lot n° 15 : Produits dentaires								Le montant proposé dépasse le montant réservé à ce lot

Les soumissionnaires qui conteste ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés au niveau de la wilaya de Tindouf dans un délai de 10 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et ce, conformément à l'article 82 du décret présidentiel cité ci dessus.

Midi Libre n° 4205 - Lundi 01 mars 2021 - Anep 2116 003 836

**MIDI**  
LE QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

**MIDI**  
LE QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
Ministère de la santé et de la population et de la réforme hospitalière  
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION WILAYA DE DJELFA  
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER MOUDJAHID HANICHI MOSTAPHA EL-IDRISSIA  
Code fiscale : 40801600001705300104 TEL/ FAX:027.88.90.80  
COMMUNE ELIDRISSIA 17020 WILAYA DE DJELFA

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire N°01/2021

Conformément décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et suivant l'AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:01/2021 pour l'approvisionnement en Alimentation. Publié dans les quotidiens en arabe ELRAAED et en français MIDI LIBRE le 25/01/2021. Qu'à l'issue de l'évaluation des offres le marché a été attribué provisoirement :

Désignation	Entreprise	Code fiscale	Montant Total TTC DA	Durée	Note /50	OBS
Lot N° 01 : ALIMENTATIONS GENERALES			Infructueux			
Lot N° 02 : LEGUMES ET FRUITS	SEDDAS OUALID	195170401912122	2.015.377.000DA	Dans L'année 2021	25	Moins Disant
Lot N° 03 : LE PAIN ET GATEAUX			Infructueux			
Lot 04 : LES VIANDES ROUGES ; BLANCHES ET LES CEUFS	SEDDAS OUALID	195170401912122	6.626.060.00 DA	Dans L'année 2021	25	Moins Disant

\*Tout soumissionnaire qui conteste le choix peut introduire un recours écrit auprès de la commission des marchés public des établissement publics de santé ( Direction de la santé de la wilaya de Djelfa ) dans les dix 10 jours à compter de première apparition de cette attribution dans les journaux nationaux ou BOMOP.

\*- Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leur offre technique et financière peuvent se rapprocher auprès de nos services au plus tard trois (03) jours à compter de la publication de cette avis.

Midi Libre n° 4205 - Lundi 01 mars 2021 - Anep 2116 003 706

## Face aux enjeux géostratégiques, les facteurs déterminants du cours des hydrocarbures

*Les hydrocarbures en 2020 représentent avec les dérivées pour l'Algérie environ 98% des recettes en devises de l'Algérie, irriguant tout le corps social : taux de croissance via la dépense publique, taux de chômage, taux de l'inflation, fonction des importations comblant le déficit de l'offre et les réserves de change, n'oubliant pas que 33% proviennent du gaz naturel à travers le GNL et les canalisations Medgaz via l'Espagne et Transmed via l'Italie.*



# Face aux enjeux géostratégiques, les facteurs déterminants du cours des hydrocarbures

*Les hydrocarbures en 2020 représentent avec les dérivées pour l'Algérie environ 98% des recettes en devises de l'Algérie, irrigant tout le corps social : taux de croissance via la dépense publique, taux de chômage, taux de l'inflation, fonction des importations comblant le déficit de l'offre, et les réserves de change, n'oubliant pas que 33% proviennent du gaz naturel à travers le GNL et les canalisations Medgaz via l'Espagne et Transmed via l'Italie.*

DR ABDERRAHMANE MEBTOUL,  
PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS,  
EXPERT INTERNATIONAL

Le cours du pétrole le 26 février 2021 à 64,61 dollars et le Wti à 61,69 dollars et celui du gaz naturel sur le marché libre le MBTU à 2,780 dollars pour un cours euro/dollar à 1,2083

## 1.- Les onze (11) déterminants du cours des hydrocarbures

Premièrement, l'élément central de la détermination du prix du pétrole est la croissance de l'économie mondiale. Aucun expert ne pouvant prévoir au-delà de 2025, du fait des importantes nouvelles mutations du modèle de consommation énergétique. Selon le rapport Perspectives de l'économie mondiale, en cas de la maîtrise de l'épidémicité du coronavirus, le taux de croissance pour 2021 se situerait à 5% contre un taux négatif de plus de 6% en 2020. Mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente : ainsi, un taux de croissance de 5% en 2021 par rapport à un taux négatif de 6% en 2020 donnerait en termes réels un taux de croissance entre 0 et 1%. Mais le plus inquiétant c'est le prix de cession du gaz traditionnel qui a chuté de près de 70% ayant atteint son cours le plus bas en douze ans en raison de l'affaiblissement de la demande, de nouveaux producteurs, des réserves russes plus de 45.000 milliards de mètres cubes gazeux, 30.000 pour l'Iran, plus de 15.000 pour le Qatar, du gaz de schiste américain ainsi que l'entrée de nouveaux produc-

teurs comme le Mozambique en Afrique, avec des prix concurrentiels hors de portée pour l'Algérie, du Qatar, de l'Iran et de la Russie en direction l'Asie, le marché naturel de l'Algérie étant l'Europe ou avec l'expiration des contrats à long terme l'Europe a fait savoir à l'Algérie qu'elle devra s'aligner le marché spot. Deuxièmement, le respect des accords de l'Opep mais qui ne représente pour le pétrole qu'environ 35% de la commercialisation mondiale, 65% se faisant hors Opep, étant utopique pour l'instant de parler d'un marché mondial de gaz, plus de 65% étant des marchés régionaux segmentés se faisant par canalisation. Rappelons les accords décidés en décembre 2016 à Vienne où la répartition des quotas de l'Opep a été la suivante : l'Algérie 1,089 million de barils jour, avec une réduction de 50.000 barils/jour son quota passe à 1,039 million barils/j.-L'Angola passant de 1,751 million barils/jour à 1,679 barils/j, l'Arabie saoudite passant de 10,544 million barils/j à 10,058 barils/j, les Emirats arabes unis passant de 3,013 barils/j à 2,874 barils/jour, l'Equateur passant de 548.000 barils/jour à 522.000 barils/j, le Gabon de 202.000 barils/jour à 193.000 barils/jour, l'Iran de 3,975 millions barils/jour à 3,797 millions barils/j, l'Irak de 4,561 millions barils/j à 4,351 millions barils/j, le Koweït de 2,838 millions barils/j à 2,707 millions barils/j, le Qatar (pays essentiellement gazier 3ème réserve mondiale de gaz traditionnel après la Russie et l'Iran), 648.000 barils/j à 618.000 barils/j, le Venezuela, paradoxe le premier réservoir de pétrole mondial avant l'Arabie saoudite mais un pétrole lourd actuellement en semi-faillite, de 2,067 millions de barils/j à 1,972 millions de barils/jour. Les autres pays hors Opep concernés par l'accord conclu sont : la Russie 300.000 barils jour de réduction dont la production russe de pétrole, le Mexique (2,1 Mb/j en octobre/novembre 2016)le Kazakhstan (1,7 Mb/j), Oman (1 Mb/j), l'Azerbaïdjan (0,8 Mb/j), la Malaisie (0,7 Mb/j), la Guinée équatoriale (0,2 Mb/j), le Soudan du Sud (0,1 Mb/j), le Soudan (0,1 Mb/j) et le Brunei (0,1 Mb/j). Lors de la dernière réunion des pays membres de l'Opep, ainsi que 10 autres pays (Opep+), à Vienne le 6 décembre 2019, un accord a été conclu pour la réduction de la pro-

duction de pétrole de 1,7 million de barils/jour (Mb/j) à partir du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 mars 2020, soit 1,7% de l'offre mondiale. Cet accord représente une réduction additionnelle de 503.000 Mb/j par rapport à l'accord de décembre 2018 reconduit en juillet 2019. Récemment, le groupe des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) plus dix alliés producteurs (dont la Russie), identifié sous l'acronyme Opep+, se sont mis d'accord pour "restituer progressivement" sur le marché les quelque 2 millions de barils par jour prévus en début d'année 2021, en commençant par 500.000 barils quotidiens en janvier 2021. Cette décision fait donc passer le volume de pétrole brut retiré volontairement du marché par l'alliance de 7,7 mbj à 7,2 mbj au 1er janvier et amende l'accord précédent d'avril 2020, qui prévoyait une marche plus haute à 5,8 mbj, jugée par beaucoup trop conséquente au vu d'un marché toujours déprimé par la pandémie de Covid-19. Dans les faits, l'essentiel de cette baisse est assuré par les deux plus grands producteurs de ce groupe hétérogène : la Russie et l'Arabie saoudite. Il faut signaler, les rivalités au niveau de l'Opep dont certains ne respectent pas les quotas, de la rivalité Iran-Arabie Saoudite (plus de 35% de la production Opep), ainsi qu'une chute de la production drastique du Venezuela pourtant première réserve de pétrole du monde, certes avec un pétrole lourd. L'Arabie Saoudite, au sein de l'Opep, est le seul pays producteur au monde actuellement qui est en mesure de peser sur l'offre mondiale, et donc sur les prix, tout dépendant d'une entente entre les USA et l'Arabie saoudite, la Russie et l'Arabie saoudite, pour déterminer le prix plancher, encore que cette entente pourrait se déplacer dans un proche avenir avec une entente avec l'Iran, avec la nouvelle politique du gouvernement américain. Troisièmement, Du côté de l'offre, nous assistons à une hausse plus rapide que prévu de la production de pétrole (non conventionnel) des USA qui a bouleversé toute la carte énergétique mondiale. Ils sont passés de 5 millions de barils/jour de pétrole à un niveau fluctuant entre 8,5 et plus de 10 millions de barils jour entre 2014/2020. Les Etats-Unis, importateur par le passé, devraient devenir le plus grand pro-



ducteur de pétrole brut (tenant compte de la consommation intérieure) devant l'Arabie Saoudite et la Russie. Selon The Telegraph, les Etats-Unis, devraient pénétrer fortement le marché mondial avec des quantités sans précédent de gaz naturel liquéfié (GNL) 30 projets sont en cours de réalisation, grâce au gaz et le pétrole de schiste pesant ainsi sur le marché mondial du GNL.

Quatrièmement, la stratégie expansionniste russe dont le géant Gazprom, pour le gaz (45.000 milliards de mètres cubes gazeux de réserve) à travers le North Stream et le South Stream (ce dernier gelé actuellement) d'une capacité prévu de plus de 125 milliards de mètres cubes gazeux pour approvisionner l'Europe, sans compter les nouvelles canalisations vers l'Asie. La Russie a besoin de financement, les tensions en Ukraine n'ayant en rien influé sur ses exportations en Europe où sa part de marché a été de 30% entre 2013/2020, un accord circonscrit à l'Opep, sans la Russie, ne suffirait pas à peser sur les cours. Dès lors la stabilisation du cours du pétrole passe par une entente septembre, Russes et Saoudiens qui au cours des différentes réunions Opep+ ont appelé à un contrôle de la production. Cependant, récemment, la Russie a accru sa production, et ouvert de nouveaux gise-

ments en Sibérie ou dans l'Arctique, témoignant d'une stratégie agressive. En outre, les compagnies russes assument des coûts en roubles (dont le cours a chuté), mais vendent en dollars, de sorte qu'elles restent rentables aux alentours de 30 à 40 \$. Idem avec la réduction des coûts des gisements de pétrole et gaz de schistes moyens américains dont la rentabilité est entre 50/55 dollars pour les petits gisements, 40 /45 dollars pour les gisements moyens et pour les grands gisements 30/35 dollars. Cinquièmement, du retour sur le marché de la Libye, sous réserve d'une stabilisation politique avec les nouveaux accords de Genève, 42 milliards de barils de pétrole, plus de 1500 milliards de mètres cubes gazeux, pour une population ne dépassant pas 6,5 millions d'habitants, pouvant aller facilement vers 2 millions de barils/jour, de l'Irak avec 3,7 millions de barils jour, réservoir mondial à un coût de production inférieur à 20% par rapport à ses concurrents, pouvant aller vers plus de 8 millions/jour. Et surtout l'Iran s'il y a accord sur le nucléaire avec la nouvelle administration américaine ayant des réserves de 160 milliards de barils de pétrole lui permettant facilement d'exporter entre 4/5 millions de barils jour, le deuxième réservoir de gaz traditionnel mondial, sans

compter qu'il aura alors accès aux quelques 100 milliards de dollars bloqués dans les banques étrangères, qui pourront augmenter ses exportations et attirer les investissements étrangers. Sixièmement, les nouvelles découvertes dans le monde notamment en offshore notamment en Méditerranée orientale (20.000 milliards de mètres cubes gazeux expliquant en partie les tensions au niveau de cette région) et en Afrique dont le Mozambique qui pourrait être le troisième réservoir d'or noir en Afrique et les nouvelles technologies permettent l'exploitation et la réduction des coûts des gisements marginaux de gaz et pétrole de schiste d'environ 30/40%, e n'oubliant l'important gisement qui est rentré en production du Kazazthan fin 2016. Septièmement, les USA/Europe qui représentent actuellement plus de 40% du PIB mondial pour une population inférieure à un milliard d'habitants poussent à l'efficacité énergétique avec une prévision de réduction de 30% et l'urgence d'aller vers la transition énergétique afin de lutter contre le réchauffement climatique car si les chinois, les indiens et les africains avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe il faudrait cinq fois la planète actuelle où je rappelle que

selon le rapport de l'Onu une sécheresse sans précédent frappera l'Afrique du Nord et l'Afrique sub saharienne entre 2020/2025. Cela d'autant plus que la majorité des pays ont entériné l'Accord de la COP21 avec le retour des américains aux accords qui repose sur des efforts de limitation du recours aux énergies fossiles, charbon et pétrole horizon en tête, le monde s'orientant vers un Mix énergétique, l'énergie de l'avenir horizon 2030/2040 étant l'hydrogène où la recherche développement connaît un réel essor. Huitièmement, les tendances à sont à une nouvelle division et spécialisation internationale avec la concentration de l'industrie manufacturière forte consommatrice d'énergie en Asie qui absorbera 65% de la consommation mondiale horizon 2030, notamment l'Inde et la Chine. Les relations clients -fournisseurs seront à leurs avantages, pour avoir des avantages comparatifs et pousseront à la baisse des prix. Neuvièmement, l'occupation par les terroristes de champs pétroliers et gaziers les écoulements au marché noir notamment en Irak pour un baril entre 30/40 dollars ainsi que l'Iran avec l'embargo surtout en direction de l'Asie. Dixièmement, l'évolution des cotations du dollar et l'euro, toute hausse ou baisse du dollar, pouvant entraîner un écart de 10/15%. Le cours euro-dollar ayant été coté le début de l'année 2020 à environ 1,10 dollars et dépassant actuellement à plus de 1,21 dollar, cette dépréciation du dollar, du fait du déficit budgétaire américain, a conduit à, augmenter le cours du Brent entre 10/15%. Onzièmement, les stocks américains et souvent oubliés les stocks chinois, en mentionnant qu'il soit le cinquième producteur mondial, la baisse des prix du pétrole ayant permis à la Chine d'économiser pour sa facture énergétique.

## 2.-Face à cette dépendance des hydrocarbures, dont le prix échappe à toute décision interne, que faire ?

Sans bonne gouvernance et de profondes réformes structurelles, l'Algérie restera éternellement dépendante de cette ressource éphémère. En cette période difficile de tensions budgétaires, personne n'ayant le monopole de la vérité et du nationalisme, l'Algérie doit mobiliser tous ses enfants sans

exclusive, favoriser le dialogue productif, évitant les dissensions inutiles ou pouvoir, opposition et experts non organiques, doivent contribuer au redressement national dont une croissance négative ou faible, devant être supérieur au taux de croissance démographique, peut avoir des répercussions tant nationales, sociales, politiques que géostratégiques au niveau de la région existant un lien dialectique entre sécurité et développement. Evitons de fonder une politique économique sur des modèles économétriques appliqués aux pays développés déconnectés des réalités nationales. Devant l'ex premier ministre et les membres de son gouvernement dans ma conférence au Club de Pins le 26 novembre 2014, dans plusieurs interviews les médias publics et privés nationaux et médias internationaux (voir www.google.com Mebtoul 2014/2016), j'avais proposé un comité de crise de crise chargé de proposer des mesures opérationnelles de réformes au sein du conseil économique et social en léthargie depuis des années. Induit en erreur par certains experts ou intellectuels organiques aux ordres, les responsables ne nous ont pas écoutés et nous en payons aujourd'hui les conséquences de cette imprévision. Car, les enjeux géostratégiques mondiaux, le nouveau modèle de consommation qui devrait faire émerger un nouveau pouvoir énergétique mondial horizon 2020, et es facteurs techniques économiques sont les déterminants du cours du pétrole. Les réserves sont en fonction à la fois du coût et du vecteur prix international, plus le prix est élevé plus certaines réserves marginales deviennent rentables. Pourrait-on profiter d'une éventuelle hausse des prix avec la baisse de la production exportable en volume physique ? Pour 2020/2021, il faudrait un cours supérieur à 100 dollars le baril pour équilibrer le budget en n'oubliant pas que selon le bilan de 2018 nous avons la structure d'exportation suivante : GN, 32,9%, GNL, 14,4%, (au total gaz 47,3%) pétrole brut 25,2%, condensat, 4,4%, produits raffinés 15,6%, Gpl 7,6%. Une hausse d'un dollar en moyenne annuelle procure entre 300-400 millions de dollars supplémentaires à l'Algérie permettant de limiter le déficit budgétaire car l'artifice comptable du dérapage du dinar par rapport au dollar réduit

artificiallement le déficit du trésor par l'augmentation de la fiscalité hydrocarbures, idem pour la fiscalité ordinaire via les importations tant en dollars qu'en euros. Il ne faut pas être utopique, l'Algérie dépendra encore pour de longues années des hydrocarbures pour ses entrées en devises selon un bilan en Conseil des ministres de 2015, l'Algérie aurait seulement entre 2.500/3.000 milliards de mètres cubes gazeux de réserves et 10 milliards de barils pour le pétrole données reprises par l'ex ministre de l'énergie en 2020, avec une très forte consommation intérieure qui risque de dépasser les exportations actuelles. D'où l'importance de profondes réformes tant politiques, sociales, qu'économiques afin de dynamiser les exportations hors hydrocarbures. Un bon développement allège le poids sur les forces de sécurité ; un frein au développement par une mauvaise gouvernance accroît les tensions sociales et donc l'insécurité. L'Algérie n'a pas d'autres choix : réussir les réformes qui seront douloureuses à court terme mais porteuses d'espoir à moyen et long terme pour les générations présentes et futures, possédant toutes les potentialités pour réussir supposant une autre démarche où le Politique, l'Economique, le Social, le Culturel sont dialectiquement liés. Ou rester en statut qui en retardant les réformes structurelles avec le risque sans correction de l'actuelle politique économique et notamment dont le résultat est mitigé, contrairement à certains discours démentis par le terrain, est d'aller droit vers le FMI horizon 2022 ou cohabiteront crise financière et crise de gouvernance, ce qu'un autocritique ne souhaite. Sans un retour à la confiance citoyens-gouvernants passant par une profonde moralisation, et une refonte du système politique et économique, il ne faut pas s'attendre à des miracles. J'ose imaginer une Algérie où les nouvelles générations vivront confiantes et heureuses dans leur pays et où nous assisterons à un retour volontaire progressif des cadres expatriés. Aussi, l'Algérie qui a d'importantes potentialités sera ce que le peuple algérien et les responsables chargés de gérer la Cité voudront qu'elle soit.

# Face aux nouvelles mutations mondiales, quelle transition énergétique pour l'Algérie ?

*Depuis la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, la carte énergétique mondiale a évolué et l'Algérie, qui a connu plusieurs lois d'hydrocarbures, devra s'adapter à ces mutations où à l'horizon 2030, émergera un nouveau pouvoir énergétique mondial posant la problématique de la transition énergétique qui concerne la maîtrise énergétique par la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique combinant plusieurs formes d'énergie.*

PAR PR ABDERRAHMANE  
MEBTOUL

## 1.-Qu'est-ce que la transition énergétique ?

La transition pouvant être définie comme le passage d'une civilisation humaine construite sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante, et peu chère, à une civilisation où l'énergie est renouvelable, rare, chère, et moins polluante ayant pour objectif le remplacement à terme des énergies de stock (pétrole, charbon, gaz, uranium) par les énergies de flux (éolien, solaire). La transition énergétique renvoie à d'autres sujets que techniques, posant la problématique sociétale. Il ne suffit pas de faire une loi car le déterminant c'est le socle social. Cela pose la problématique d'un nouveau modèle de croissance : tous les secteurs économiques, tous les ménages sont concernés : transport, BTPH ; industries, agriculture, services, administrations centrales et locales. Les choix techniques d'aujourd'hui engagent la société sur le long terme. Dès lors, la transition énergétique suppose un consensus social car la question fondamentale est la suivante : cette transition énergétique, combien ça coûte, combien ça rapporte et qui en seront les bénéficiaires. Pour une transition énergétique cohérente il s'agit de renforcer les interconnexions des réseaux et l'optimisation de leur gestion (smart grids) pour contribuer à l'efficacité énergétique, au développement industriel, aller vers un nouveau modèle de croissance, afin de favoriser l'émergence d'une industrie de l'énergie, au service de l'intégration économique. L'énergie engage l'avenir économique et sécuritaire de l'Algérie et toute décision majeure devra être préalablement analysée par le Conseil National de l'Énergie, seul habilité à tracer la future politique énergétique. Car au rythme de la consommation intérieure, celle-ci dépassera les exportations actuelles horizon 2030, posant le problème de la capacité d'exporter de l'Algérie à moins de découvertes importantes comme les gisements d'Hassi Rmel ou Hassi Messaoud ce qui selon les experts est une hypothèse irréaliste. Par ailleurs, le monde connaît à l'horizon 2030/2035 un profond bouleversement de la carte énergétique à l'échelle mondiale, avec la percée de l'hydrogène entre 2030/2040, où les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique Usa/Europe/Chine, Inde devraient dépasser les 4.000 milliards de dollars où les grandes compagnies devraient réorienter leurs investissements dans ces segments rentables à terme. L'objectif

horizon 2030, comme je l'ai démontré dans une interview à l'American Herald Tribune en août 2020, avec l'impact de l'épidémie du coronavirus, qui a fait prendre conscience à l'humanité des désastres de facteurs exogènes comme le réchauffement climatique impliquant la transition numérique et énergétique où les changements économiques et sociaux survenus depuis quelques années dans le monde ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique. L'Algérie dépendante à 98% de ses recettes en devises avec les dérivées des hydrocarbures qui irriguent toute la société n'échappe pas à ces mutations où la baisse des recettes a vu une croissance négative de moins de 6,5% en 2020, plus de 15% de taux de chômage selon le FMI, parallèlement à une dévaluation du dinar entraînant une hausse de l'inflation (taux d'intégration des entreprises publiques et privées ne dépassant pas 15%). Comme conséquence la baisse des réserves de change qui étaient en 2013 de 194,0 milliards de dollars sont passées en 2019 : à 62 milliards de dollars, et les prévisions de la loi de finances complémentaire 2020 de 44,2 milliards de dollars, 13,6 mois d'importation en 2020, des prévisions de 5,7 mois d'importation en 2021 et 3 mois d'importation en 2022 toujours selon le FMI, réserves qui tiennent la cotation du dinar à plus de 70% permettant de combler artificiellement une partie du déficit, budgétaire qui selon le PLF2021 sera de 21,75 milliards de dollars en 2021 contre en 2020 de 18,60 milliards de dollars avec un déficit global du trésor de 28,26 milliards de dollars, soit 17,6% du PIB. Selon le rapport du ministère de l'Énergie le chiffre d'affaires de Sonatrach non inclus les dérivées, à ne pas confondre avec le profit net, devant retirer les coûts et la part des associés, a été fin 2020 de 20 milliards de dollars, et 22 milliards de dollars avec les dérivées avec une forte baisse en volume physique, (moins 11%). Les revenus de l'État, ont été au cours de 128 dinars un dollar de 14,5 milliards de dollars de fiscalité pétrolière versé au Trésor public durant l'année 2020, en baisse de 31% par rapport au montant de 2019. L'Algérie, selon le FMI, le prix d'équilibre budgétaire était estimé de 104,6 dollars en 2019 et à plus de 110 dollars pour les lois de finances 2020/2021, d'où l'urgence de la nécessaire transition énergétique.

## 2.-Quels sont les axes de la transition énergétiques en Algérie ?

**Le premier axe** est d'améliorer l'efficacité énergétique concernant l'ensemble des départements ministériels où en 2019 la structure de la consommation finale d'énergie reste dominée par le secteur des « Ménages & autres » (46,6%), suivi par le transport (32%) et enfin le secteur de « l'industrie et BTP » avec une part de 22%. Par exemple peut-on programmer 2 millions de logements selon les anciennes normes de construction exigeant de forte consommation d'énergie alors que les techniques modernes permettent d'économiser 40 à 50% de la consommation ? Prévoir une économie d'énergie de 10% dans une première phase serait déjà un exploit. Comme il s'agira d'avoir une nouvelle politique des carburants, dossier que j'ai eu à diriger avec le bureau d'études américain Ernest Young en 2007/2008, et les cadres dirigeants de Sonatrach renvoyant à la structure de consommation où en 2019 nous avons 70% de gasoil, essence 27% et le GPLC

seulement de 3%. Cela renvoie à la politique des prix des carburants subventionnés dont Essence normal : 43,72 dinars/litre, Essence super : 45,97 dinars/litre Essence sans plomb : 45,62 dinars/litre Gasoil : 29,01 dinars/litre, ces prix étant calculés sur la base du prix d'entrée d'une raffinerie d'environ 11 dollars le baril, selon le ministère de l'Énergie soit environ 10/15% du prix international. Cela renvoie également à la politique industrielle de construction ou d'importations des camions et voitures : fonctionnant au GPLC, voiture hybride ou électrique. Je pense que, la conversion de 200.000 véhicules au GPLC au cours de l'année 2021 est réalisable mais dérisoire où selon l'Office national des statistiques (ONS) au premier semestre 2019, l'Algérie compte 6.577.845 véhicules immatriculés soit 165.000 unités de plus qu'à la même période en 2018. Quant à la voiture électrique, il faut être réaliste cela suppose des batteries appropriés et que les stations soient généralisées à travers le territoire national où même les pays développés ont encore des problèmes. Par ailleurs s'impose une nouvelle politique des prix (prix de cession du gaz sur le marché intérieur largement prix international occasionnant un gaspille des ressources et des fuites hors des frontières. A cet effet, une réflexion doit être engagée par le gouvernement algérien pour la création d'une chambre nationale de compensation, que toute subventions devra avoir l'aval du parlement pour plus de transparence, chambre devant réaliser un système de péréquation, pour les régions défavorisées, segmentant les activités afin d'encourager les secteurs structurants et tenant compte du revenu par couches sociales où le SMIG de l'Algérien est d'environ 20% de celui de l'européen.

**-Le second axe**, il ne faut pas être utopique, 98% des recettes en devises en 2020, et encore pour longtemps, les exportations hors hydrocarbures étant fonction d'entreprises compétitives, cout/qualité, qui n'émergeront que par une nouvelle gouvernance et de profondes réformes structurelles, proviennent toujours des hydrocarbures avec les dérivées et il s'agira d'investir à l'amont pour de nouvelles découvertes, en adaptant toujours la loi des hydrocarbures au nouveau contexte international où la concurrence est vivace afin d'attirer les investisseurs. Mais pour la rentabilité de ces gisements tout dépendra du vecteur prix au niveau international et du cout, pouvant découvrir des milliers de gisements non rentables, posant le problème de la rentabilité en n'oubliant pas une chute de la production physique de la production de pétrole entre 2008/2020 et que 33% des recettes de Sonatrach proviennent du gaz naturel (GN et GNL) dont le prix de cession a chuté de plus de 70% entre 2008 et 2020.

**- Le troisième axe**, l'option du gaz de schiste, troisième réserve mondiale, introduite dans la nouvelle loi des hydrocarbures sous réserve de la protection de l'environnement et d'un consensus social (voir études sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul assisté des cadres de Sonatrach : pétrole/gaz de schiste, opportunités et risques, Premier ministère Alger 11 volumes 2015 dont un volume consacré à la transition énergétique). En Algérie, devant éviter des positions tranchées pour ou contre, un large débat national s'impose, car on ne saurait minimiser les risques de pollution des nappes phréatiques au sud du pays. L'Algérie étant un pays semi-aride, le problème de l'eau étant un enjeu stratégique au niveau méditerranéen et africain, doit être

opéré un arbitrage pour la consommation d'eau douce, (les nouvelles techniques peu consommatrices d'eau n'étant pas encore mises au point, malgré le recyclage, quel sera le coût, fonction de l'achat du savoir-faire), un milliard de mètres cubes gazeux nécessitant 1 million de mètres cubes d'eau douce et être pris en compte les coûts (en plus de l'achat des brevets) devant forer plusieurs centaines de puits moyens pour un milliard de mètres cubes gazeux.

**- Le quatrième axe**, l'Algérie compte construire sa première centrale nucléaire en 2025 pour faire face à une demande d'électricité galopante. Les réserves prouvées de l'Algérie en uranium avoisinent les 29.000 tonnes, de quoi faire fonctionner deux centrales nucléaires d'une capacité de 1.000 Mégawatts chacune pour une durée de 60 ans, selon les données du Ministère de l'Énergie. Mais il convient de résoudre le problème récurrent des chercheurs du nucléaire (cela s'applique à l'ensemble des chercheurs) qui depuis des années demandent l'éclaircissement de leur statut et surtout un environnement propice par la levée des obstacles bureaucratiques qui freinent la recherche.

**-Le cinquième axe** de la transition énergétique est le développement des énergies renouvelables. Combinant le thermique et le photovoltaïque dont le coût de production mondial a diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir. Avec plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire Mais le soleil tout seul ne suffit pas. Il faut la technologie et les équipements pour transformer ce don du ciel en énergie électrique. La production à grande échelle permettrait de réduire substantiellement les coûts tout en favorisant à l'aval une multitude de PMI-PME, renforçant le tissu industriel à partir des énergies propres (industries écologiques). Le programme algérien consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de près de 22000 MW dont 12 000 MW seront dédiés à couvrir la demande nationale de l'électricité et 10.000 MW à l'exportation. Aussi, la construction d'une centrale solaire, la production de 1.000 MW, la création d'une entreprise de production et de distribution des énergies renouvelables à la lumière des expériences passées, outre que cela est nettement insuffisant par rapport aux objectifs de 2030, il faudrait compter 2022, sous réserve d'une nette volonté politique Aussi se pose cette question de la réalisation effective d'ici 2030, où selon les rapports du ministère de l'Énergie l'objectif de l'Algérie serait de produire, 30 à 40% de ses besoins en électricité à partir des énergies renouvelables. Où trouver le montant de l'investissement consacré à la réalisation de ce programme, à l'échéance 2030, devant distinguer la partie devises avec les tensions sur les réserves de change et la partie dinars, où je rappelle que plusieurs Conseils des ministres de 2007 à 2017 ont donné des chiffres contradictoires, pour la réalisation des 20.000 MW, différence énorme montrant la non maîtrise du projet entre 60 et 100 milliards de dollars. A court et moyen terme, la combinaison de 20% de gaz conventionnel et 80% de solaire me semble être un axe essentiel pour réduire les coûts et maîtriser la technologie

**En résumé**, dans le cadre de la transition énergétique, il est indispensable pour la maîtrise technologique, pénétrer le marché mondial et éviter les surcoûts, de réaliser ces projets dans le cadre d'un partenariat public privé national, international gagnant-gagnant.

A. M.

EL-TARF, POSTES FRONTALIERS

# Baisse du nombre de voyageurs en 2020



**Suite à la fermeture des frontières en raison de la crise sanitaire liée à la Covid 19, une baisse du nombre de voyageurs ayant transité par les deux postes frontaliers d'El-Tarf a été enregistrée en 2020.**

PAR BOUZIANE MEHDI

C'est ce qu'a indiqué la chargée de communication de la direction régionale des Douanes algériennes à Annaba, Asma Belkhiri. Cette dernière précisera en effet que "les deux postes frontaliers d'Oum-Théboul et El-Ayoune, relevant de la daïra d'El-Kala ont connu une baisse sensible en matière de transit de voyageurs et de véhicules depuis la propagation de l'épidémie de coronavirus".

La crise sanitaire "que connaît le pays a imposé la fermeture des frontières et la mise en place d'un dispositif adé-

quat pour la gestion de la situation de crise et le rapatriement des voyageurs, demeurés coincés dans le pays voisin", a expliqué Asma Belkhiri à l'APS, ajoutant que "pas moins de 6.371 voyageurs ont transité (entrée et sortie) durant cette période par le poste frontalier d'Oum-Théboul et 313 autres par celui d'El-Ayoune".

Durant l'année 2020, plus "de 3.496 voyageurs ont emprunté le poste frontalier d'Oum-Théboul pour se rendre en Algérie et 2.875 autres voyageurs l'ont emprunté pour se rendre dans le pays voisin", a fait savoir Mme Belkhiri, ajoutant que le "poste d'El-Ayoune a enregistré la sortie de 262 voyageurs et l'entrée de 51 autres dans le strict respect des conditions de prévention et de lutte contre le coronavirus durant cette même période".

Par ailleurs, les mêmes services ont enregistré le passage par le poste frontalier d'Oum-Théboul de 407 véhicules de tourisme, tous types confondus, à destination du territoire national et 412 autres en provenance de Tunisie, signalant que le poste fronta-

lier d'Oum-Théboul et l'aéroport international Rabah-Bitat de Annaba ont enregistré le taux le plus important en matière de transit des voyageurs, en raison des opérations de rapatriement des ressortissants algériens restés coincés à l'étranger, enregistré tout au long de cette année.

Quant aux deux postes frontaliers d'Oum-Théboul et El-Ayoune, ils ont enregistré pour leur part le plus important taux d'entrée et de sortie de voyageurs bénéficiant d'opérations de rapatriement ou d'autorisations exceptionnelles.

Durant "l'exercice précédent, une baisse de 82,37 % du nombre de voyageurs ayant emprunté les différents postes frontaliers dépendant de cette direction régionale, a été enregistrée", a, par ailleurs, affirmé la même responsable. Pour rappel 4.247.877 voyageurs ont emprunté les postes frontaliers en 2019 contre 748.647 autres en 2020, en raison de la pandémie du Covid 19 ayant été à l'origine de la fermeture des frontières.

B. M.

CONSTANTINE, MOSQUÉE SIDI-LAKHDAR

## Relance prochaine des travaux de réhabilitation

La commission de la culture et du tourisme et du développement local de l'assemblée populaire de wilaya de Constantine a annoncé que les "procédures administratives relatives au projet de réhabilitation de la mosquée Sidi-Lakhdar de Constantine ont été achevés et les travaux seront lancés incessamment".

Les informations recueillies auprès des membres de cette commission indiquent que "l'étude de réhabilitation de ce lieu de culte à grande valeur architectural et historique a été approuvée et le marché de réalisation vient d'être attribué pour un montant de plus de 140 millions de dinars", a fait savoir l'APS, rappelant qu'un nouveau cahier des charges a été élaboré pour la reprise des travaux de réhabilitation de l'ancienne mosquée Sidi-Lakhdar conformément aux ins-

tructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait instruit à l'occasion de Yaoum el-Ilm, célébrée annuellement le 16 avril la restauration des vieilles mosquées.

Lancés en 2014 dans le cadre des préparatifs de la manifestation "Constantine capitale 2015 de la culture arabe", les travaux de restauration de cette mosquée ancestrale ont été interrompus pour diverses raisons en rapport notamment avec les aspects administratif et technique du projet, a encore rappelé l'APS, ajoutant que ce monument a été réalisé sous le règne de Hassan-Ben-Houcine en 1736, et est considéré comme un des lieux de culte à grande valeur architecturale avec ses colonnes de marbre galbées et ses élégants chapiteaux sculptés.

Selon les explications des autorités

locales "12 mosquées dont celle de Sidi-Lakhdar et 8 zaouïas étaient concernées par les travaux de réhabilitation, lancés en 2014, dans le cadre des préparatifs de la manifestation culturelle et la plupart des chantiers est actuellement à l'arrêt pour des contraintes techniques et sur les 12 mosquées concernées par la réhabilitation, 2 mosquées, Hassan-Bey et Djamaâ el-Kebir ont été réhabilitées et rouvertes alors que les chantiers des 10 mosquées restantes ont été gelés".

L'APS a rappelé qu'en octobre 2020, le gel avait été levé sur les projets de réhabilitation de cinq vieilles mosquées, à savoir Sidi-Lakhdar, Rebaine Cherif, Sidi-Afane, Sidi el-Katani et Bachtarzi.

APS

TLEMCCEN

## 390 opérations d'exportation vers différents pays en 2020

La direction régionale des Douanes de Tlemcen a enregistré 390 opérations d'exportation de divers produits vers différents pays, durant l'année 2020, a fait savoir la cellule de communication, indiquant que ces "opérations ont permis l'exportation de 52.489 tonnes de produits vers des pays africains, européens et asiatiques d'une valeur globale de 22 millions de dollars". 70 opérations d'exportation ont eu lieu par route, de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès vers la Mauritanie, à travers le passage frontalier dans la wilaya de Tindouf. Il s'agit de l'exportation d'une importante quantité de fruits et légumes, ainsi que d'ustensiles de cuisine en plastique, de la literie et des huiles.

Le reste des opérations, qui ont eu lieu à partir de la wilaya de Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès et Saïda, à travers le port de Ghazaouet et vers des pays européens et asiatiques, a concerné l'exportation de dattes, d'olives et de caroube.

34 opérateurs économiques agréés ont participé à ces opérations d'exportation, la direction régionale des Douanes de Tlemcen a enregistré une baisse des opérations d'exportation durant l'année 2020 par rapport à l'année 2019 (493 opérations d'exportation), en raison de la situation liée à la pandémie de Covid-19.

MILA

## Le gaz de ville pour 12 zones enclavées avant fin mars

Les travaux de raccordement de 12 zones enclavées de la wilaya de Mila au réseau du gaz naturel seront achevés avant la fin du premier trimestre de l'année en cours.

Ces zones enclavées sont réparties sur 8 communes et comptent 1.440 habitants qui bénéficieront de l'approvisionnement par cette énergie. Cette opération ciblera les mechtas Aïn-Djemil, Beni-Siar et Zarza ainsi que les localités Boudjerar et Smara.

Le projet permettra également de raccorder 3 mechtas de la commune de Tiberguent, à savoir Hammam-Dar-Cheikh, Timrigine, Kraketa, la mechta Ouled-Achour, la localité Sebikha-Sud, la localité Ras-Djbel ainsi que la localité Aïn-Babouche.

Lancé en travaux au mois de novembre dernier, ce projet a été financé dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, le délai d'achèvement des travaux est estimé entre 2 et 5 mois.

APS

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

# Il représentera 48% du volume global du gaz échangé en 2030

La part du Gaz naturel liquéfié (GNL) devrait augmenter à environ 48% du volume global du gaz échangé en 2030, selon le dernier rapport du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

Dans la cinquième édition de son rapport "Global Gas Outlook 2050", l'organisation, qui regroupe 19 pays producteurs du gaz, s'attend à ce que la part du GNL échangé sur les marchés continue sa croissance pour atteindre 48% de tout le gaz échangé en 2030 et 56% en 2050. D'après les prévisions du le GECF, l'investissement total dans le gaz (y compris les activités en amont et en aval) entre 2020 et 2050 atteindra près de 10.000 milliards de dollars. Il est également prévu qu'à l'horizon 2050, près de 1.990 milliards de mètres cubes sur environ 5.920 milliards de mètres cubes de demande mondiale de gaz naturel seront importés, dont 1.105 milliards de mètres cubes seront en provenance des pays membres du GECF, soit plus de la moitié.

Concernant les prix, le GECF prévoit la poursuite de la volatilité des prix du gaz naturel et ce, "en raison des cycles d'investissement pour le GNL".

"En ce qui concerne les prix du gaz, le marché tend vers une intégration accrue du marché régional du gaz naturel et une convergence des prix, bien qu'à un niveau généralement



inférieur aux projections de 2019", précise-t-on dans ce rapport dévoilé en fin de la semaine, soulignant que "la volatilité des prix du gaz se poursuivra en raison des cycles d'investissement pour le GNL, mais la mondialisation croissante des échanges contribuera à maintenir la compétitivité des prix interrégionaux". Selon le Forum, le défi de la dé-carbonisation et des taxes carbone aura un impact important en Europe, qui sera le "marché d'équilibrage" du GNL. Revenant sur la situation du marché du gaz en 2020, le rapport souligne qu'une combinaison d'un approvisionnement excédentaire de GNL, d'une utilisation élevée du stockage en Europe, d'un hiver chaud et des effets de la Covid-19 avait provoqué un effondrement des prix à travers le monde l'année dernière.

Par ailleurs, le rapport précise aussi que la demande mondiale d'énergie primaire devrait augmenter de 24% revenant à ses niveaux de 2019 à la fin de 2023, "mais d'ici 2050, elle reste

avec une croissance de 2,5% inférieure aux prévisions pré-pandémique", selon le rapport.

## Les ENR seront parmi les principaux contributeurs à la croissance de la demande

Selon le GECF, la transition énergétique est déjà "en cours" et le gaz naturel ainsi que les énergies renouvelables gagneront en importance et seront les principaux contributeurs à la croissance incrémentale de la demande énergétique mondiale, représentant ensemble plus de 90% des 3.520 Mtep supplémentaires jusqu'en 2050. Il est indiqué, à ce propos, que "le gaz naturel et les énergies renouvelables représenteront 60% de l'approvisionnement en électricité, modifiant le mix mondial de production d'électricité d'ici 2050".

Selon le Forum, le gaz naturel dépassera le charbon en 2025 et deviendra la plus grande source d'énergie primaire mondiale d'ici 2047.

"La part des énergies renouvelables

dans le mix énergétique mondial passe de 2% en 2019 à 10% en 2050", a fait savoir le rapport.

Il est aussi souligné que la demande de gaz naturel augmentera de 50%, atteignant 5.920 Gm3 en 2050, et se développera spécifiquement sur les marchés de l'Asie-Pacifique, de l'Amérique du Nord et du Moyen-Orient, qui, ensemble, fourniront plus de 75% des volumes de gaz supplémentaires jusqu'en 2050, tandis que la région Asie-Pacifique, compte tenu de son énorme potentiel, deviendra le plus gros consommateur de gaz, doublant sa consommation à 1.660 milliards de mètres cubes d'ici 2050.

Pour ce qui est de l'approvisionnement en gaz naturel, il est attendu à ce que la production mondiale de cette source augmente d'environ 1.900 milliards de mètres cubes pour atteindre plus de 5.900 milliards de mètres cubes d'ici 2050. La production de gaz au Moyen-Orient devrait atteindre 1.150 milliards de mètres cubes d'ici 2050, tandis que pour l'Afrique, elle passera de 250 milliards de mètres cubes (6,4% de la production mondiale) en 2019 à environ 600 milliards de mètres cubes (un peu plus de 10% de l'offre mondiale) d'ici 2050.

Le rapport s'attend à ce qu'un niveau moyen des prix du pétrole d'environ 60 dollars/baril soit réalisable à long terme, car l'offre excédentaire sera chassée du marché par la baisse des prix tandis que la demande commence à se redresser.

R. E.

AGRICULTURE

## Lever les contraintes bureaucratiques

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a exhorté les directeurs agricoles de wilayas de rompre avec les vieilles pratiques bureaucratiques qui entravent le secteur et de sortir sur le terrain pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets en cours.

"J'ai remarqué qu'il y a des responsables locaux quasiment absents sur le terrain dans certaines wilayas où les agriculteurs sont livrés à eux-mêmes sans aucun accompagnement", a averti Hemdani, dans son intervention tenue lors d'une réunion d'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2024.

"Certains refusent même de recevoir les agriculteurs et les éleveurs ne serait-ce qu'une fois par semaine alors qu'ils sont censés les recevoir tous les jours", a-t-il encore dénoncé. Il a fait remarquer que les responsables locaux dans certaines wilayas sont encore loin des objectifs tracés dans le cadre de cette feuille de route

notamment en ce qui concerne l'application du dispositif relatif à l'aliment de bétail subventionné (son et orge) et l'électrification des exploitations agricoles.

Le ministre a expliqué que la mise en œuvre de cette feuille de route (qui concerne, entre autres, la préparation de la campagne labour semailles, la récolte et l'électrification), ne devrait pas se transformer en un slogan creux, à cause des contraintes bureaucratiques, mais elle doit se traduire sur le terrain à travers des actions concrètes pour répondre aux attentes des pouvoirs publics qui misent beaucoup sur le secteur pour diversifier l'économie nationale et réduire les importations.

"La feuille de route devrait également répondre aux attentes des agriculteurs et des partenaires du secteur", a-t-il ajouté.

Interrogée, lors d'un point de presse en marge de cette rencontre, sur l'état d'avancement des projets inscrits dans la feuille de route tracée depuis

six mois par son secteur, Hemdani, a affirmé que cette rencontre avec les cadres et les acteurs du secteur actif au niveau local et national avait justement pour objectif de faire le point sur l'état de son avancement.

Il a tenu à préciser qu'il s'agissait de la première rencontre consacrée entièrement à l'électrification, qui a associé en plus des acteurs de son secteur, des responsables de la Société algérienne de distribution de l'électricité et de gaz (Sadeg).

Le but, a-t-il poursuivi, c'est de "coordonner nos actions afin d'accélérer le raccordement électrique des exploitations agricoles à travers toutes les wilayas du pays".

Le ministre a insisté, par ailleurs, sur la nécessité des évaluations périodiques des projets sur le terrain, estimant qu'il ne faudrait pas attendre les bilans annuels ou la fin du projet pour faire le point.

"Je ne conçois pas qu'on puisse lancer des programmes sans fixer des objectifs, sans fixer la période de réa-

lisation et sans faire des évaluations régulières sur le terrain", a-t-il déclaré à la presse.

A ce propos, il a insisté sur le travail de proximité et l'implication effective des responsables sur le terrain afin de cerner les contraintes et de les surmonter à temps.

Dans le même contexte, le ministre a insisté sur l'investissement structurel, affirmant que la signature aujourd'hui de contrats de performances entre les représentants de l'administration centrales et les responsables des services agricoles des 48 wilayas s'inscrit dans cette approche.

Le but de ces contrats de performance c'est de définir le rôle des responsables et leur engagement dans la réalisation des objectifs tracés dans la feuille de route 2020-2024 ainsi que leur disponibilité de servir les intérêts des agriculteurs, les éleveurs et de l'économie nationale", a-t-il conclu.

R. E.

MALI

# Accord de paix entre Peuls et Dogons

*Au Mali, un nouvel accord de paix a été signé, jeudi 25 février, à Koro, dans le centre du pays. Il concerne les communautés peuls et dogons sous le patronage des communautés mossi et samogo.*

Les seize communes du cercle de Koro sont représentées, notamment grâce à la médiation de l'ONG Centre pour le dialogue humanitaire. Plus de 300 leaders communautaires se sont engagés entre autres à déposer les armes et permettre le retour des déplacés. C'est le quatrième accord de paix signé dans cette partie du Mali mais c'est la première fois que l'État malien était représenté.

La présence de l'administration malienne auprès des communautés peuls et dogons, par l'intermédiaire du chef de cabinet du ministre de la



Réconciliation nationale et de la Cohésion, a été saluée par les deux camps. Pour Souleymane Barry, chef du village de Diankabou, sa présence est même indispensable : "En l'absence de l'État, chacun cherche à

se venger à se rendre justice à lui seul ; mais avec l'État, chacun sait que s'il fait quelque chose d'anormal, l'État est là et va s'en charger. C'est pour quoi nous sommes très contents du retour de l'État, de l'administration."

ARMÉNIE

## Des milliers de manifestants de nouveau dans la rue

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier pour le seconde jour d'affilée en Arménie afin d'obtenir la démission du Premier ministre Nikol Pachinian, critiqué pour la défaite dans la guerre d'automne 2020 au Haut-Karabakh.

La crise politique qui couvait depuis l'humiliante défaite de novembre face à l'ennemi juré, l'Azerbaïdjan, a connu jeudi un spectaculaire rebondissement avec l'appel de l'état-major à la démission de M. Pachinian, lequel a dénoncé une tentative de coup d'État et réuni quelque 20.000 de ses partisans dans la capitale Erevan.

L'opposition, en retour, a organisé une manifestation d'au moins 10.000 personnes, érigeant des barricades, installant des tentes, bloquant les rues

entourant le Parlement et promettant d'y rester jusqu'au départ du Premier ministre.

Après avoir campé dans la nuit, les opposants ont encore défilé vendredi dans le centre d'Erevan, agitant des drapeaux arméniens et scandant des slogans antipouvoir.

"Le peuple doit descendre dans la rue et exprimer sa volonté pour qu'on évite un bain de sang et la crise", a lancé l'ex-Premier ministre Vazguen Manoukian, que l'opposition aimerait voir prendre la tête du gouvernement. Les manifestants se sont rendus devant le siège de la présidence puis du gouvernement, avant une rencontre entre M. Pachinian et le Président Armen Sarkissian, à la fonction essentiellement honorifique.

Si Nikol Pachinian s'est dit prêt à entamer des "consultations" avec l'opposition pour apaiser les tensions, il a aussi menacé d'arrêter tous ceux qui violeraient la loi.

L'opposition réclame le départ du Premier ministre, arrivé au pouvoir en 2018 à la faveur d'une révolution pacifique, depuis la défaite dans la guerre pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh en novembre dernier. L'armée soutenait jusqu'à présent le Premier ministre mais l'a lâché cette semaine après le limogeage d'un haut gradé ayant critiqué les déclarations de M. Pachinian selon lesquelles la défaite était en partie due à l'inefficacité d'un système d'armement russe, les lance-missiles Iskander.

BIRMANIE

## L'armée cherche à s'allier les guérillas des ethnies minoritaires

"Parvenir à la paix éternelle de toutes les façons possibles." Au lendemain du coup d'État du 1<sup>er</sup> février, c'est ce qu'a promis aux Birmans et aux ethnies minoritaires le général putschiste Min Aung Hlaing. Le but de la manœuvre est limpide : les militaires au pouvoir veulent démontrer qu'ils peuvent réussir là où le gouvernement renversé de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) a échoué. Depuis son arrivée au pouvoir, en 2015, l'ancienne dirigeante Aung San Suu Kyi s'est montrée incapable de pacifier les régions insurgées et de gagner la confiance des guérillas ethniques, assurance qui était pourtant l'un de ses objectifs prioritaires.

Pour l'instant, cet appel du pied de la part du nouveau pouvoir n'a pas eu d'effets chez les chefs de guerre. Au

contraire, plusieurs porte-parole de mouvements armés ont officiellement condamné le coup d'État.

"L'armée va sans doute essayer de leur tendre la main, mais c'est mal parti", relève un fonctionnaire international en poste à Rangoun. Quelques caciques de partis des minorités ont cependant accepté de jouer le jeu du nouveau règne : sur les 16 membres du Conseil d'administration de l'État, la nouvelle dénomination du pouvoir militaire, six sont issus des minorités. Par défiance à l'égard du gouvernement renversé, ils ont fait le pari d'une collaboration avec le nouveau régime.

Dans ce pays où les combats entre l'armée et la vingtaine de guérillas des minorités turbulentes n'ont quasiment jamais cessé, l'armée a toujours prati-

qué la vieille stratégie coloniale du "diviser pour mieux régner" des Britanniques de l'Empire des Indes, auquel la Birmanie fut un temps rattachée. Sur les 54 millions de Birmans, 30 % appartiennent aux 135 minorités répertoriées.

Souvent, au cours des sept décennies d'indépendance, les généraux de la Tatmadaw (les forces armées birmanes) ont passé des accords de cessez-le-feu avec les mouvements insurrectionnels et négocié des trêves de plus ou moins longue durée avec leurs groupes combattants. Avant que, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties en présence – souvent à la suite de provocations de la Tatmadaw –, les affrontements ne reprennent.

Mais le retour de l'administration malienne dans les négociations ne doit pas s'arrêter là pour les principaux acteurs. Maintenant que la paix est signée entre les communautés, il faut négocier avec les groupes armés, qui n'ont pas paraphés l'accord. Amadou Ongoïba, le président des chasseurs Dozo de Dana Amassagoun fait partie de ces groupes mais il s'est investi personnellement dans les négociations et était présent au moment de la signature :

"À l'endroit de l'État, il faut vraiment qu'il approche le chef d'état-major de Dana Amassagou, il faut qu'il approche les milices peuls, il faut que ceux qui prennent les armes s'asseyent et parlent."

Parmi ces groupes armés, deux sont particulièrement montrés du doigt pour des violences ces dernières années : la Katiba Macina d'Amadou Kouffa, et les chasseurs de Dana Amassagou de Youssouf Toloba.

TCHAD

## Les 17 prétendants à la présidentielle ont déposé leur candidature

Le délai de dépôt des candidatures pour la présidentielle du 11 avril prochain au Tchad a expiré vendredi à minuit. En plus du chef de l'État Idriss Déby, candidat à un sixième mandat, une quinzaine de personnalités d'horizons divers entendent participer à la course à la magistrature suprême.

Le greffe de la Cour suprême est resté ouvert jusqu'à minuit ce vendredi par respect de la loi. Il a eu raison parce que c'est vers 20h que Brice Guedmbaye Mbaimon, la dernière personnalité à faire acte de candidature, s'est présenté pour déposer ses dossiers. Plus tôt ce vendredi, deux anciens rebelles, Yaya Dillo Djerou et Baba Laadé sont passés ou se sont fait représenter pour déposer leur dossier. On compte en tout 17 candidatures parmi lesquelles Idriss Déby Ito le chef de l'État sortant, Félix Romadoumngar, le chef de file de l'opposition, l'ancien Premier ministre, Pahimi Padackert Albert ou encore Saleh Kebzabo, arrivé deuxième lors de la présidentielle de 2016.

Même si la Constitution fixe l'âge minimum pour être candidat à la présidence au Tchad à 40 ans, le chef du parti les Transformateurs, Succès Masra, 38 ans a déposé jeudi sa candidature, "au nom du devoir politique", dit-il. La liste des autres candidats est composée d'anciens alliés du chef de l'État passés dans l'opposition mais ils doivent obtenir l'aval de la Cour suprême qui a une semaine pour examiner leurs candidatures.

L'élection présidentielle aura lieu le 11 avril au Tchad et les élections législatives, maintes fois repoussées depuis cinq ans, ont été fixées au 24 octobre 2021.

Agences

Agences

LIGUE 1

# L'Entente assure, la JSK rassure

*L'Entente de Sétif s'impose logiquement sur son terrain devant l'ASO Chlef (3-0) et récupère son fauteuil de leader, alors que la JS Kabylie s'offre le classico face au MC Alger (1-2), au stade 5-Juillet, comptant pour la 15e journée du Championnat national de Ligue 1 de football.*

PAR MOURAD SALHI

**A**u stade du 8-Mai-1945, la logique a été parfaitement respectée. Auréolés de leur qualification en phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), les gars de la capitale des Hauts-Plateaux se sont aisément imposés face à une équipe chéli-fienne en plein déclin.

Une victoire qui permet à l'Entente de récupérer son fauteuil de leader avec un total de 30 points dans son escarcelle. Le club phare d'Aïn-Fouara, qui compte deux matchs en moins, confirme toutes ses intentions de viser le titre de cette saison. L'entraîneur du club, le Tunisien Nabil Kouki, qui réalise de belles choses depuis son arrivée, refuse de s'enflammer, appelant ses hommes à rester toujours concentrés.

Les Chélifiens, sans entraîneur après le départ de Nadir Leknaoui, enchaînent, en revanche, les défaites et reculent de deux rangs au classement général, occupant, désormais, la 14<sup>e</sup> place avec 16 points.

À Alger, au stade 5-Juillet plus précisément, le 102<sup>e</sup> classique du Championnat national, entre MC Alger-JS Kabylie, a souri aux Canaris du Djurdjura. Dans cette confronta-



tion où tout s'est joué en seconde période, la JS Kabylie confirme qu'elle constitue la bête noire du Mouloudia.

Une victoire qui permet aux coéquipiers d'Aït Abdesselam, auteur du but victorieux, de progresser de la 7<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> place avec 24 points, en attendant de jouer leurs deux matchs de retard. Du point de vue organisation et jeu placé, la JS Kabylie était meilleure sur le terrain même en infériorité numérique, après l'expulsion du défenseur Kerroum à la 61<sup>e</sup> minute de jeu.

Les Jaune et Vert réalisent la passe de trois et confirment, ainsi, leur bonne santé sous la houlette de l'entraîneur français Denis Lavagne. En panne de victoire depuis trois sorties en Championnat, le Doyen s'enlise dans une véritable crise de résultat et continue son déclin au classement. Coincé à la 10<sup>e</sup> position avec 19 points, le vieux club algérois, emmené par l'entraîneur Abdelkader Amrani, est désormais dos au mur.

Intraitable depuis plusieurs sorties, la JS Saoura s'est hissée sur la seconde marche du podium en déroulant face à

l'US Biskra (3-0). Le club phare de la Saoura, qui compte un match en moins, se trouve à présent à un point seulement du leader sétifien. En face, l'US Biskra se complique la vie et la venue d'Azzedine Aït Djoudi à la tête de la barre technique n'a rien changé. Vainqueur à domicile face au Paradou AC 3 à 1, le MC Oran a consolidé, de son côté, sa 4<sup>e</sup> place au classement avec 27 points, soit à trois unités seulement du leader. De son côté, l'AS Aïn M'lila a été surprise sur ses bases par le mal classé, le WA Tlemcen. Une défaite qui pousse Aïn-M'lila à la 6<sup>e</sup> position, alors que le Widad grimpe quelques marches et revient, désormais, à la 11<sup>e</sup> place avec un total de 17 points.

Concernant les autres parties, l'USM Alger et le NA Hussein Dey ont renoué avec la victoire en battant, respectivement, le NC Magra (3-0) et le RC Relizane (3-0), tandis que le duel des mal-classés entre l'USM Bel-Abbès et la JSM Skikda est revenu au locaux (2-1).

M. S.

LIGUE 2

## Statu quo à l'Est et au Centre, regroupement en tête à l'Ouest

La 3e journée de Ligue 2 de football, disputée vendredi et samedi, n'a pas apporté de grands changements au classement des trois groupes, avec l'US Chaouia et l'USM El-Harrach qui restent en tête de leurs groupes respectifs (Est, Centre), alors que trois équipes se partagent la première place du groupe Ouest. À l'Est, l'US Chaouia a enchaîné une troisième victoire consécutive, en s'imposant devant le MO Constantine (2-1) et laisse l'ES Tadjenanet victorieuse en déplacement face à l'AS Khroub (0-1), à deux longueurs. Le HB Chelghoum Laïd, troisième avec 6 points, a également assuré la victoire à domicile en battant le MSP Batna (2-1), de même que l'USM Annaba qui a dominé l'USM Khenchela (2-0) et pointe au 4<sup>e</sup> rang avec 5 points.

Dans le bas du classement, le MC El-Eulma continue de manger son pain noir, en concédant une troisième

défaite en autant de matchs, face au CA Batna (1-0), qui occupe la 4<sup>e</sup> place aux côtés de l'USM Annaba.

Au Centre, cette journée a été marquée par l'interruption du match WR M'sila-ES Ben Aknoun (2-3), suite à l'agression de l'arbitre par un joueur de M'sila. Dans les autres matchs, l'USM El-Harrach, leader avec 7 points, est sorti vainqueur du choc face à la JSM Béjaïa (1-0), alors que le RC Kouba est parti ramener le point du match nul face à l'USM Blida (0-0), qui décroche le premier point de la saison. Le RC Arbaâ et l'IB Lakharia vainqueurs, respectivement, devant le CR Béni Thour (2-0) et l'Amel Boussaâda (3-0), ont profité de l'occasion pour rejoindre le RCK à la 2<sup>e</sup> place du classement avec 5 points.

Dans le groupe Ouest, l'ASM Oran, vainqueur dans la douleur face à l'US Remchi (1-0), vendredi, s'est hissée pour la première fois en tête du classe-

ment, mais a été à nouveau privée de son entraîneur Kamel Mouassa.

L'ASMO, qui compte 7 points, partage la première place au classement avec le SKAF Khemis et le MCB Oued Sly qui ont, respectivement, dominé le CR Témouchent (2-1) et l'IRB El Kerma (3-1).

Le CR Témouchent, leader lors des deux premières journées, est descendu de ses nuages après avoir concédé sa première défaite de la saison, de surcroît à domicile contre le nouveau promu SKAF Khemis (2-1). Le CRT, candidat à l'accession en fin de saison, perd ainsi la première place au classement et glisse au quatrième rang avec 6 points.

La 4e journée de la Ligue 2 aura lieu les 5 et 6 mars. Les matchs du groupe Est sont prévus vendredi, alors que ceux du Centre et de l'Ouest se tiendront samedi.

APS

CAN U17

## La double confrontation contre la Côte d'Ivoire annulée

Dans un récent communiqué de presse, la Fédération algérienne de football a annoncé l'annulation de la double confrontation amicale de la sélection nationale des U17 contre la Côte d'Ivoire.

« En raison de la décision des hautes autorités de l'Etat d'annuler tous les vols réguliers envers l'Algérie, la sélection nationale ivoirienne des U17 ne peut se déplacer à Alger pour affronter, en amical, son homologue algérienne les 4 et mars 2021 », a confié la FAF.

Cette sortie de l'instance fédérale est venue annuler un autre communiqué de presse publié quelques heures avant qui annonçait l'arrivée de la délégation ivoirienne le mercredi 3 mars 2021 à 11h00.

La Fédération a précisé qu'elle est en train de revoir le programme de préparation de l'EN U17 pour la Coupe d'Afrique des nations qui aura lieu au Maroc le mois prochain.

« C'est ainsi que deux matchs sont à l'étude, mais qui cette fois auront lieu au Maroc avec un départ de la délégation algérienne avant la date prévue au préalable », a conclu la FAF.

AVIRON-MONDIAUX  
EN SALLE

## Amina Rouba décroche le bronze sur 500 m

La rameuse algérienne Amina Rouba a décroché, samedi, la médaille de bronze de l'épreuve Léger 500 m des Championnats du monde d'aviron en salle (ergomètre) à distance.

Amina Rouba a parcouru la distance en 1:38.1, derrière la Britannique Anna Hughes-Davies (1:36.6) et la Tunisienne Krimi Khadija (1:37.3).

C'est la deuxième médaille de l'Algérienne dans cette compétition qui prend fin samedi, après avoir remporté, mercredi dernier, l'argent de l'épreuve de 2.000 m léger Master (30-39 ans).

Son compatriote Sid Ali Boudina avait décroché, lui, le bronze de l'épreuve de 2.000 m léger, grâce à un chrono de 6:12.3. Il a été devancé par l'Allemand Florian Roller (6:09.4) et l'Italien Martino Goretto (6:10.7).

Une sélection algérienne composée de dix rameurs prend part à cette compétition inédite qui regroupe 935 athlètes originaires de 63 pays.

La Fédération internationale des sociétés d'aviron (World Rowing), une des rares instances internationales ayant réussi à organiser ce genre de challenge virtuel, difficile sur le plan technique, a lancé cet événement de participation mondiale à distance (Covid oblige) qui conserve toute la haute qualité de présentation et de compétition des précédents Championnats du monde.

**INDIANA JONES  
ET LE TEMPLE MAUDIT**



21h00



Indiana Jones vient réclamer son dû dans un cabaret de Shanghai : un fabuleux bijou en paiement d'un service rendu à la bande de Lao Che. Mais celui-ci, perfide, tente d'expédier l'aventurier archéologue dans l'au-delà. Indy s'en sort grâce à l'aide providentielle d'un gamin, Demi-Lune. Entraînant dans leur sillage la chanteuse américaine Willie Scott, les nouveaux amis s'enfuient à bord d'un petit avion.

**LOLO**



21h00



Violette, qui travaille dans la mode, passe des vacances à Biarritz avec Ariane, sa meilleure amie. Quadragénaire parisienne et branchée, elle a été plus d'une fois déçue par les hommes. Sur le port, elle rencontre le maladroit Jean-René, qui évolue dans un monde aux antipodes du sien. Alors que leur relation semble partie sur de bons rails, Violette présente Jean-René à son fils Éloi qui est bien décidé à se débarrasser de l'intrus...

**INTRAITABLE**



21h00



Un viticulteur bio, discret et idéaliste devient presque malgré lui un lanceur d'alerte. Prié par arrêté préfectoral d'épandage préventivement du pesticide sur ses vignes, il refuse et s'engage dans une procédure longue et inégale contre l'État. Au cours de son action, il se voit obligé de défendre sa vision du métier, son exploitation et sa compagne contre les intimidations de ceux que son combat dérange...

**PARIS ROMANTIQUE  
PARIS ÉROTIQUE**



21h00



Des grands boulevards aux quais de Seine en passant par la pénombre des portes cochères, le documentaire revisite, à travers des personnages emblématiques et archives savoureuses, un siècle d'histoire culturelle et sociale. Des boudoirs des grandes courtisanes du Second Empire aux amours libres dans le Saint-Germain-des-Prés de l'après-guerre...



**LA SELECTION  
DU MIDI LIBRE**

**LA FIN D'UNE LIAISON**



21h00



Sous une pluie battante, Maurice Bendrix croise Henry Miles qu'il n'a pas vu depuis deux ans. Le visage pâle et défait comme celui d'un fantôme, Henry finit par lui confier la cause de son tourment : il soupçonne son épouse de lui être infidèle. Tenaillé par la peur du ridicule, il refuse pourtant de recourir aux services d'un détective, tandis que Maurice s'empresse de remettre l'affaire entre les mains du cabinet de filatures Savage.

**IMITATEURS, DES VOIX PAS  
COMME LES AUTRES**



21h00



À la télé, à la radio ou sur scène, les imitateurs sont devenus une valeur sûre du divertissement français. En la matière, Laurent Gerra et Nicolas Canteloup sont les deux vedettes du moment, celles auxquelles on pense immédiatement. Mais ils sont loin d'être les premiers. Ce documentaire est l'occasion de redécouvrir les sketches de Thierry Le Luron, Claude Vega, Jacques Martin, ou même Henri Tisot.

**E=M6 : LES SECRETS  
DE NOS ALIMENTS**



21h00



Deux Français sur trois sont inquiets des effets des aliments sur leur santé. A l'origine de ces craintes, une méfiance grandissante envers la manière dont ces aliments sont produits. Alors, comment travaillent les agriculteurs en France aujourd'hui ? Mac Lesggy part à la rencontre d'agriculteurs et de scientifiques.

**JE TE PROMETS  
LA BONNE DÉCISION**



21h00



Un des triplés est mort-né. Paul est complètement abattu et regroupe ses forces pour annoncer la mauvaise nouvelle à sa femme. Tanguy se réveille en pleine nuit. Il est sur le point de faire une annonce à Maud, mais il s'écroule au pied du lit, inconscient. Mathis se bat au travail, à la maison et avec la maladie d'Amidou. Le surmenage n'est pas loin.



Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67  
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67  
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP  
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	05:53
Dohr	13:00
Asr	16:13
Maghreb	18:45
Icha	20:03

## CRISE POLITIQUE EN TUNISIE

# Ennahdha mobilise ses partisans dans la rue

Le principal parti au pouvoir en Tunisie, Ennahdha, a mobilisé des milliers de partisans avant-hier, une démonstration de force qui risque d'accroître les tensions en plein bras de fer entre cette formation d'inspiration islamiste et le chef de l'Etat Kais Saïed. Cette manifestation, l'une de plus importantes de ces dernières années, intervient alors que la crise sociale accentuée par la pandémie de coronavirus se double de difficultés budgétaires grandissantes. Certaines entreprises publiques peinent à payer les salaires et les bailleurs s'inquiètent de voir grimper la dette tunisienne.

Le Fonds monétaire international, (FMI), a alerté dans un communiqué samedi sur l'urgence des réformes pour diminuer le déficit. Il a appelé à réduire la masse salariale publique et les subventions sur l'énergie, soulignant que "la dette publique deviendrait insoutenable à moins d'adopter un programme de réformes solide".

Saïed, un conservateur indépendant qui jouit d'une importante popularité, a rejeté fin janvier en raison de soupçons de conflit d'intérêt pesant sur certains ministres, un remaniement voulu par Ennahdha pour assurer au gouvernement le soutien de sa coalition parlementaire.

Les deux camps s'écharpent sur l'interprétation de la Constitution et des prérogatives de chacun dans ce système semi-parlementaire.

En l'absence d'une Cour constitutionnelle, le conflit s'éternise, paralysant le gouvernement depuis six semaines.

Dialogue national : "Le peuple veut l'unité nationale", ont scandé des partisans d'Ennahdha, agitant des drapeaux à Tunis. Prenant la parole devant les manifestants, le chef de file d'Ennahdha, Rached



Ghannouchi, a appelé à un dialogue entre "toutes les forces politiques" et à défendre le Parlement et les institutions. "Ce n'est pas au président de décider tout seul qui peut gouverner ou pas!", a déclaré à l'AFP Mohamed Khelif, venu de Sfax (est) en dépit des restrictions de déplacements en vigueur en raison de la pandémie.

Les manifestants, agitant des drapeaux tunisiens et nombreuses banderoles, sont venus de tout le pays, et plus de cent cars ont été affrétés pour les transporter.

Ennahdha -qui domine la scène politique depuis 2011 mais a vu son socle électoral s'éroder jusqu'à ne contrôler qu'un quart du Parlement-, "a montré qu'elle était toujours capable de mobiliser en nombre", estime le politologue Youssef Cherif. Cette mobilisation "permet d'arriver à la table des négociations fort de ce soutien

visible", mais elle risque de compliquer tout dialogue, ajoute-t-il. Les dirigeants du parti ont "gagné en assurance" face à un président hostile à tout compromis. "Nous ne réagissons pas en fonction de leurs calculs et arrangements, mais en fonction de nos principes et engagements devant le peuple", a déclaré le président Saïed samedi soir, qualifiant la manifestation de "gaspillage d'argent".

### "Luttes de pouvoir"

Ennahdha s'est également réaffirmé face à une gauche affaiblie, qui a également manifesté samedi contre Ennahdha, et aux anti-islamistes du Parti destourien libre (PDL), en plein essor. Mais cette démonstration de force reste controversée jusqu'au sein d'Ennahdha, d'autant que les luttes de pouvoir incessantes participent à discréditer

ter la classe politique. Le bras de fer risque de faire tomber le gouvernement de Hichem Mechichi, soulignant des responsables politiques, alors que le Premier ministre est laborieusement arrivé au pouvoir il y a 6 mois. Il a pris la suite d'un gouvernement qui n'avait tenu que quelques mois. Les querelles politiques qui ont entravé les réformes de fond depuis la révolution de 2011 se sont accentuées depuis l'arrivée au pouvoir, en 2019, d'un Parlement morcelé et profondément divisé. Cet "affaiblissement de la gouvernance" a poussé l'agence de notation Moody's à dégrader cette semaine, la note de la dette souveraine de la Tunisie, compliquant son accès à l'emprunt alors que le pays n'a pas bouclé son budget 2021. Mechichi, qui avait limogé 11 ministres parmi lesquels celui de la Santé ou de l'Intérieur, a fini par confier ces ministères à d'autres membres du gouvernement déjà en place. "Dans ces moments de crise, il faut un dialogue, et actuellement il n'y en a aucun, seulement des monologues interactifs", a estimé le député Ennahdha Samir Dilou. La Tunisie "n'a pas les moyens d'avoir à la fois une crise politique, une crise socio-économique et le risque d'une crise sécuritaire".

## OPEP Report du 8<sup>e</sup> Séminaire international

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a annoncé le report de son 8e Séminaire international à l'année prochaine en raison de la pandémie de la COVID-19.

"Le séminaire, initialement prévu du 16 au 17 juin 2021, se tiendra désormais du 29 au 30 juin 2022 au palais impérial de la Hofburg à Vienne, en Autriche", a précisé l'Organisation énergétique dans un communiqué publié sur son site web.

Cité dans le communiqué, le Secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Sanusi Barkindo, a déclaré: que "le Séminaire international de l'Opep est considéré comme l'un des événements majeurs du calendrier énergétique mondial et la décision de reporter fait suite à des consultations très étroites avec de nombreuses parties prenantes, y compris nos pays membres".

Il a, à ce propos, ajouté que bien que cette décision n'ait pas été facile à prendre, la priorité absolue de l'Organisation est la sécurité et la santé de tous les participants.

"Nous sommes impatients de tirer parti de nos réalisations passées et d'organiser à nouveau un séminaire encore plus réussi en 2022", a-t-il encore souligné.

Les participants au séminaire comprennent habituellement des ministres des pays membres de l'Opep, des pays participant à la Déclaration de coopération et d'autres pays producteurs et consommateurs de pétrole en plus des chefs d'organisations internationales, des dirigeants de sociétés pétrolières nationales et internationales ainsi que d'autres chefs de file de l'industrie, des universitaires, des analystes, des experts en énergie et des journalistes de médias spécialisés.

## FOOTBALL

# Le CR Belouizdad humilié par les Sud-africains



Le CR Belouizdad a lourdement chuté à "domicile" en Tanzanie, lors de la réception de Mamelodi Sundowns pour le compte la deuxième journée de la phase de groupe de Champions League, sur le score de 5-1, en se retrouvant réduit à 10 dès la cinquième minute.

On jouait la troisième minute de jeu, lorsqu'un attaquant sud-africain, semblant en position de hors-jeu, part seul vers le but.

Il est poussé dans la surface, mais réus-

sit à remettre à un coéquipier qui place une frappe vers le poteau opposé et

trouve sur sa trajectoire le défenseur du CRB Keddar, qui met la main volontairement pour empêcher la balle de rentrer.

L'arbitre expulse l'Algérien et donne un penalty au Mamelodi Sundowns, qui ouvre la marque (5').

Les Sud-africains vont dominer outrageusement mais dans le dernier quart d'heure, le CRB se repose sur le génie de Sayoud pour se procurer deux occasions, dont un but qu'il marque d'un lob sur le gardien (44'), et permet aux siens d'égaliser.

Dès le retour des vestiaires, Mamelodi Sundowns reprend la main grâce à un but de la tête sur corner, avant de dérouler et ajouter trois autres buts, en pratiquant un beau football rapide.

## FAF

### Le mercato hivernal fixé

Le mercato hivernal s'ouvrira le lundi 22 mars et se clôturera le dimanche 11 avril à minuit, a annoncé hier la Fédération algérienne de football (FAF). "Le Bureau fédéral, (BF), de la Fédération algérienne de football, (FAF), réuni en session ordinaire le dimanche 28 février 2021, a décidé de la date de la prochaine d'enregistrement (mercato) qui débutera le lundi 22 mars et prendra fin le dimanche 11 avril 2021 à minuit", lit-on sur le site de la FAF.